mouvement anti-CPE

recueil de textes & analyses
chronologie



extraits de Cette Semaine n° 89 & 90

Le jeune loup et le fonctionnaire durable

Ça recommence. Les syndicalistes et l'État nous demandent de choisir, de prendre parti. On nous demande si nous pouvons accepter une mesure qui, tout en renforçant notre soumission aux managers et aux petits patrons, devrait nous permettre d'acquérir de l'expérience et de rentrer plus facilement dans le monde du travail. On nous dit qu'un salariat encadré par un droit du travail arraché de haute lutte est tout de même mieux. On nous demande de choisir entre deux postures : celle du jeune loup soucieux de son employabilité ou celle du futur parent à la recherche d'un boulot pépère dans un monde un peu triste et moche.

Jamais il n'est question de ce que signifie aujourd'hui *bosser*. De quelle vie cela s'accompagne ; de quelle logique absurde cela relève. Jamais il n'est question du fait que nous avons toutes et tous des expériences du travail, et donc de la fatigue stérile, de l'attention portée à des choses débiles, des abus de pouvoir quotidien. On se dit sûrement que ce ne sera pas la même chose après les études. Comme si les études n'étaient pas un avant-goût de l'après. Jamais il n'est question du fait que toutes les tâches proposées à l'intérieur de ce monde servent soit à l'enregimentation, soit à la domestication, soit à la destruction du milieu. Jamais il n'est question de ce que nous savons toutes et tous *intimement* à propos du travail salarié.

Ça se voit tellement que la lutte contre le CPE finirait par perdre un peu de son sens. Il y en aura bien qui seront favorables à ce projet. On en connaît toutes et tous, autour de nous, des gens qui disent qu'il faut être réaliste, qu'il y a le chômage et tout ça, qui veulent du pognon pour avoir le confort moderne et partir en voyage. Qui se disent que l'on peut baiser le système. Et puis il y a les autres : celles et ceux qui se disent qu'il sera possible de trouver un boulot éthique dans des conditions pas trop déplorables. Et enfin, celles et ceux qui doutent de cette possibilité et refusent tous les postes qui leur sont assignés - avec un pincement au cœur. Ce sont ces trois figures qui s'affrontent à présent, autour de cette énième réforme.

L'idée de faire une grève émerge. Une nouvelle grève étudiante, avec banderoles, grands panneaux, cortèges en manifs, tracts, la nécessité de se lever tôt, des discours et de l'hystérie collective. On se demande si on a 1e courage, si ça va pas faire foirer son année, si ça va pas poser des problèmes pour payer le loyer, l'alcool, le shit, le portable, le transport et la bouffe. Une grève de plus, ou ce que l'on imagine quand on parle de grève.

Le prétexte est un peu pourri, important tout de même : ce sera ça de moins pour *eux*. Mais il y a également ce que la grève pourrait aussi occasionner. Des moments de joie, de griserie, de saines confrontations, de profondes tristesses. Des rencontres et des amitiés qui se tissent, des moments de partage jamais imaginés, des ruptures nécessaires, des amours qui naissent. La possibilité d'imaginer et de commencer à mettre en place, avec des proches, des stratégies collectives qui permettront de résister effectivement, et peut-être pour très longtemps, au salariat et ce qu'il implique comme avenir. De bonnes débrouilles qui s'associeraient à des constructions communes, *nécessairement en confrontation*, car ce sont des amis qu'uns par uns nous abandonnons à l'intérieur du travail salarié.

Nous ne savons pas quelle allure prendra ce mouvement. Dans une certaine mesure, nous savons que cela dépendra de nous, de nos capacités à nous lier en marge des AG ou des manifs où l'on reste toujours plus ou moins seul, de nos capacités à nous parler en dépît des injonctions à l'efficacité médiatico-politique et de la pensée-slogan. Cela dépendra peut-être de notre aptitude à inventer, au cœur de cette lutte, de choses qui nous serviront et nous marqueront tout au long de notre vie. Des moments de réflexion véritable sur notre histoire et nos histoires, sur le travail, sur les dépossessions successives que nous avons subies ; des moments où la lutte échappe à l'ennui ; des moments où, comme une revanche, nous allons perturber des lieux de travail connus ; des solidarités matérielles pérennes qui nous permettront de refuser le choix stérile que l'on nous demande de faire aujourd'hui.

Cette grève pourrait bien finir par avoir ce sens-là.

Des étudiants de Paris-I

[tract trouvé début mars 2006 sur Paris]

Chronologie parcellaire du mouvement anti-CPE

Lundi 16 janvier
Annonce de la création du CPE (Contrat Première Embauche).

Mardi 7 février
Manifestations dans plusieurs villes, à l'appel des syndicats étudiants et salariés, qui réunissent entre 220 000 et 400 000 personnes. Forte mobilisation dans l'ouest (15 000 à Rennes, 20 000 à Nantes, 2000 à St Nazaire, 5000 à Brest, 2000 à Vannes, 7000 à St Brieuc).
Rennes : la grève, l'occupation et le blocage de l'université de Rennes II sont votés, après occupation de la Chambre des métiers.
Lille : occupation de la CCI et de l'ANPE Vieux-Lille.

Jeudi 9 février
L'amendement de la "*loi sur l'égalité des chances*" qui introduit le CPE est adopté à l'Assemblée Nationale. L'ensemble de la loi sera adoptée le 11 février à l'aide de l'article 49-3 qui interrompt les "débats". Le lendemain, début du blocage de l'université de ***Toulouse***.
Rennes : occupation de la Chambre de commerce et d'industrie.

Mardi 14 février
Nantes : La grève est votée à la fac de Nantes avec blocage à partir du lendemain. Idem à la fac de Lettres de ***Brest***.
Rennes : manif de 10 000 personnes puis occupation de la gare, qui bloque tout le traffic breton (et un TGV Rennes-Paris) pendant une heure.

Mercredi 15 février
Grenoble : blocages à l'université Pierre Mendès-France. Idem le lendemain, avec manif sauvage (200 personnes).

Jeudi 16 février
Lille : occupation de la direction régionale de l'ANPE, rue de Jemmapes.

Samedi 18 février
Première coordination qui se réunit à Rennes II (30 facs représentées, quasi aucune en grève ou blocage) : «*nous réaffirmons notre détermination sans faille à continuer la lutte jusqu'au retrait pur et simple du CPE. Nous appelons ainsi toutes les universités et lycées à se mettre en grève* », tout en lançant des appels à mobilisation les 23 février, 28 février et 7 mars.

Mardi 21 février
Nanterre (Paris X) vote le blocage après une semaine d'AG.

Mercredi 22 février
Lille : l'université Lille III vote la grève, l'occupation et le blocage.

Jeudi 23 février
Manifestations dans les grandes villes à l'appel des syndicats étudiants et branche «jeune» des partis : 5000 à Paris, 2000 à Rennes, 1000 à Toulouse, quelques centaines dans les autres. 11 Universités/IUT sont en grève (Rennes I & II, Toulouse, Lille III, Poitiers, Nanterre, Tours, Orléans, Brest, Nantes, Lannion et Tolbiac à Paris qui vote le blocage ce jour lors de sa première AG).

Samedi 25 février
2e coordination étudiante réunie à Toulouse-Rangueil, qui adopte la plate-forme du mouvement étudiant demandant, «un emploi stable pour tous», le retrait de toute la loi «sur l'égalité des chances» (dont le CPE), celui du CNE et de la loi Fillon, ainsi qu'un réengagement financier de l'Etat dans l'université et un plan pluriannuel de créations de postes.

Lundi 27 février
Blocage des campus parisiens de Jussieu, Censier et Tolbiac. Le Sénat commence à examiner la «*loi sur l'égalité des chances*». Elle sera adoptée le 1er mars.

Mercredi 1er mars
Nantes : occupation de la Direction du travail et de l'emploi.

Pour tuer l'argent, brûlons tous les diplômes !

Le soulèvement de novembre 2005 a été un soulèvement contre l'exploitation et l'humiliation subies par plusieurs générations de prolétaires. La critique en acte des inégalités sociales a été menée par les fractions les plus fragilisées de la société de classes contre le désir de cette société de se perpétuer dans le mensonge de l'égalitarisme républicain.

Dorénavant, le CPE consacre officiellement la dévalorisation marchande des études et des diplômes et remet en cause les vieilles bases de l'inégalité et de l'exploitation sociales pour les radicaliser.

Aujourd'hui, défendre la valeur des diplômes, c'est défendre la logique d'un contrat social et d'une société qui nous a menés tout droit au CPE. Il n'y aura donc pas de retour à des formes antérieures et masquées de l'exploitation, l'exploitation marchande doit se poursuivre dans des formes collectives toujours plus *visibles*.

Ici et là, une certaine candeur veut encore croire à l'avenir *possible* d'une société *humaine* reposant sur l'élimination systématique des pauvres. Mais aucun gouvernement de droite ou de gauche, ni aucun projet de réforme sociale de l'économie, n'ont pu et ne pourront mettre fin à la violence *physique* des inégalités réelles subies chaque jour par des millions d'individus isolés. ***S'attacher à défendre un système basé sur la sélection sociale au nom de règles soi-disant équitables et scientifiques, c'est accepter un monde divisé en perdants et en gagnants.***

La seule arithmétique qui opère en ce monde c'est la régulation de tout échange humain sous le règne de l'argent. L'argent dirige toutes les possibilités, toute élaboration de l'existence. Aucun marchandage des diplômes ne nous préservera du nivellement généralisé de la vie à son équation marchande. Contre cela, la seule égalité qui vaille c'est le refus *organisé* des institutions de reproduction du patrimoine et de la propriété privée dont l'Université est un des maillons. La mixité sociale entre les classes au détriment des pauvres n'est que la continuation de l'égalitarisme républicain sous d'autres formes.

Vouloir un autre monde possible avec la conservation des chances d'accéder à un statut économique confortable condamne le plus grand nombre d'entre nous à la misère capitaliste. Car, dans la société marchande, il n'y a pas de satisfaction économique sans sacrifices humains. Un mouvement qui se limiterait au seul retrait d'un projet de sélection sociale radicalisé comme le CPE serait le maintien du mythe de l'humanisme marchand.

Le mouvement contre la sélection sociale doit maintenant partir de toutes les sphères de la société s'il ne veut pas mourir. Chômeurs, travailleurs, pauvres, immigrés, non-diplômés, étudiants ont un seul et même ennemi à abattre : la démocratie des exploiteurs marchands.

Des esclaves sans diplômes
solidaires des esclaves diplômés

[tract trouvé à Paris début mars 2006]


Paris (Sorbonne), 6 mars

Dimanche 5 mars
3e coordination nationale étudiante à Jussieu (Paris). Bien contrôlée par l'Unef, elle continue la tactique des grandes journées d'action avec les syndicats et des blocages les mardis et jeudis. La proposition d'appeler les salariés à la grève après le 7 mars est repoussée.

Lundi 6 mars
Nantes : occupation du Medef.

Mardi 7 mars
Manifestations dans 200 villes, à l'appel des syndicats étudiants et salariés, qui réunissent entre 400 000 et un million de personnes. Plusieurs nouvelles universités des grandes villes votent la grève : Lille, Lyon, Aix-Marseille, Strasbourg, Nancy-Metz, Rouen, Montpellier.
Toulouse : occupation de la mairie, suivie de trois heures d'affrontements place du Capitole où plusieurs cafés sont attaqués, et dans les rues adjacentes. 4 arrestations.
Brest : 12 000 manifestants, et occupation de la CCI pendant une heure avant une expulsion musclée.
Grenoble : 15 000 manifestants, et continuation en manif sauvage.
Lille : 15 000 manifestants, échauffourées à la fin de la manif, 28 garde-à-vue. Lille I est bloquée depuis la veille.
Paris : Manifestations sauvages de lycéens le matin à partir de la coordination Paris Est, débuts de barricades sur la cours de Vincennes partiellement bloqué. Le cortège lycéen remonte ensuite le parcours à contre-sens et tente de prendre la tête de la manif syndicale à Nation.

Mercredi 8 mars
38 universités (21 selon le ministère) sont désormais en grève, soit le double de la veille, dont une partie bloquées.
Paris : après avoir voté la grève la veille, la Sorbonne vote l'occupation à partir de l'amphithéâtre Descartes. Blocage sauvage de la circulation pendant une heure devant l'Assemblée nationale par des étudiants de Jussieu et Censier.

Jeudi 9 mars
Les syndicats annoncent deux journées d'action pour... les 16 mars (étudiants et lycéens) et 18 mars (confédérations syndicales). 45 universités et 9 IUT en grève, une dizaine de plus que la veille, dont le campus 1 de Caen (31 universités perturbées et 11 en grève selon le ministère). Le Parlement adopte définitivement la loi. Sur RFO Télé-Guadeloupe, Sarkozy déclare : «*le CPE a été voté, il faut qu'il s'applique*».
Paris : blocage de la place de l'Etoile autour de l'Arc de Triomphe sur les Champs-Elysées pendant une heure par 3000 manifestants, puis départ vers la Sorbonne occupée. Premières échauffourées avec des fafs. Blocage du boulevard St Michel puis affrontements devant l'université fermée par des barrages policiers. Jets d'objets, feux de poubelles et vitrines d'un Crédit Lyonnais brisées.
Grenoble : Manif et rassemblements devant la CCI, devant un McDonald's et dans le World Trade Center. Début de l'occupation de la galerie des amphis de l'UPMF (université Pierre Mendès-France), qui durera jusqu'au 15 avril.
Toulouse : 500 à 1000 manifestants défilent en exigeant la libération des 4 interpellés de mardi, qui finissent par être relâchés.

Vendredi 10 mars
Paris : rassemblement l'après-midi devant la Sorbonne, désormais bouclée par les gendarmes. 200 manifestants réussissent à contourner le dispositif et à s'introduire dans la fac par une fenêtre brisée puis par un échaffaudage rue St Jacques ou les toits. Le sénateur PS Mélenchon qui s'est auto-invité à l'AG s'en fait virer sous la menace. Peu avant minuit, c'est l'affrontement. Des fenêtres de la Sorbonne, les keufs se prennent extincteurs, ordinateurs, mobilier et livres. De l'extérieur, jets de bouteilles et grilles. De petites barricades sont érigées boulevard St Michel, tentative de défoncer le Crédit Mutuel.
Caen : affrontements le soir, à la fin du festival «Bar à Zique», pendant trois heures en centre ville.

J'ai beaucoup appris de mes erreurs, et je suis sûr de pouvoir les répéter à la perfection

L'INSTAURATION DU CPE obéit à la logique d'un système dont l'aboutissement est à court terme la remise en cause de nos existences fantômes, tant il est vrai que nous avons déjà dépassé le stade de la survie. Deux buts essentiels sont visés.

Le premier est de continuer à faire diminuer le coût du travail tout en étendant à l'infini la disponibilité des salariés afin de maintenir les profits, voire de les améliorer, dans la jungle du commerce mondial, dans la lutte sauvage que se livrent les prédateurs du capital.

Le second est de mettre en danger permanent la vie de chacun. Lorsque les individus n'auront plus en tête que leur propre survie; que pouvoir manger, se loger, se soigner ne seront plus garantis pour le plus grand nombre ; que l'entreprise d'anéantissement culturel, déjà largement engagée, aura réduit les capacités critiques au point que la plupart des gens se sentiront jetés dans une arène où ils ne verront plus en l'autre qu'un ennemi; que la peur distillée par des Etats de plus en plus totalitaires aura paralysé les désirs de liberté et de vie, alors seulement ceux qui ont vampirisé le monde pourront se déclarer satisfaits.

Les étudiants et les lycéens sont en train de se mobiliser contre le CPE parce qu'ils savent bien que ce que le Ministère de la Vérité leur présente comme une avancée signifie l'installation dans l'univers de l'innommable. Et nombreux sont ceux, étudiants, lycéens ou salariés, parce qu'ils ont déjà beaucoup perdu, à être bien conscients que la "journée d'action" du 7 mars 2006 est loin d'être suffisante ; à sentir qu'au contraire, pour les syndicats de tout poil et partis de " gôche ", elle est une fin (dans les deux sens du terme), parce que leur seul objectif dans l'affaire est d'*investir* dans un mécontentement qu'ils espèrent *capitaliser*, faire *fructifier* jusqu'en 2007, date des élections, sans prendre le risque d'une grève générale qui pourrait effrayer les *petits porteurs* du misérable espoir électoral. C'est pourquoi les syndicats, toujours dans l'attente d'une élection (professionnelle, législative, présidentielle, etc., bref, tout ce que la pseudo-démocratie a pu inventer comme leurres), toujours dans l'angoisse de voir diminuer les effectifs de leurs *PME*, toujours prêts à se rendre indispensables aux yeux des *gestionnaires* publics comme privés, prennent bien garde de ne pas favoriser le développement de mouvements qui leur échapperaient.

Et on comprend mieux ainsi que les syndicats n'appellent pas aux A.G. à la fin de ces journées d'action, ou alors très mollement, pour sauver la face.

Passons outre ! Approprions-nous les A.G !

La journée du 7 mars est une journée décisive, non pas tant parce qu'elle va effrayer à elle seule le gouvernement, mais parce qu'elle marquera la fin ou le début de quelque chose :

– la fin, si tout le monde rentre chez soi, satisfait du devoir accompli, et se rend le lendemain à son travail, dans sa fac ou son lycée, comme d'habitude ;

– le début, si des A.G. surgissent, le soir même ou le lendemain, pour lancer une grève générale illimitée avec la détermination de résister à l'agression de plus en plus violente que dirigent contre nous ceux qui se sont arrogé le " droit " de dévaster nos existences.

L'esprit révolutionnaire nous libérera du sale air de la peur.

Négatif (bulletin irrégulier)

SAMEDI 11 MARS

Paris : la Sorbonne est expulsée vers 3h45 du matin. Les dégâts seront évalués à au moins 500 000 euros la semaine suivante («*système anti-incendie hors d'usage, un quart des extincteurs détruits, des installations électriques endommagées, une chaudière sabotée*», «*il faudra prévoir le rachat de livres, d'une cinquantaine d'ordinateurs, de tables, chaises, portes et fenêtres. Mais rien ne pourra remplacer les précieux ouvrages anciens de l'Ecole de Chartres abîmés ou brûlés pendant les affrontements*»). La direction ferme l'université en attendant la remise aux normes. Suite à l'expulsion, un groupe défonce le McDo à Luxembourg.

DIMANCHE 12 MARS

Au journal télé de 20 heures, le Premier Ministre annonce trois aménagements ridicules du CPE tout en précisant «*la loi qui a été votée s'appliquera*».

La 4e coordination nationale, réunie à Poitiers précise «*nous refusons de nous incliner face à un gouvernement qui passe en force et qui nie toute démocratie. Nous refusons de nous incliner face à l'usage de la répression qui devient systématique comme à Rennes, Lille, Toulouse, Tours, Paris...* » et appelle à des journées de manifs et de grève le 23 mars.

LUNDI 13 MARS

50 universités perturbées (41 selon le ministère).

Paris : une AG se tient à la fac de Médecine, suivie d'une petite manifestation sauvage dans le quartier Latin qui finit par l'occupation du Collège de France pour une centaine de manifestants. Il sera expulsé au bout de plusieurs heures.

Lyon : occupation d'une permanence de l'UMP, d'où les affiches volent et brûlent. Huit interpellés ensuite relâchés.

Marseille : opération péage gratuit dans un tunnel souterrain de la ville.

Seine St Denis : les lycéens de Jean Jaurès à Montreuil bloquent le bahut, avant que l'intervention des flics ne finisse en échauffourrées. Il est alors fermé administrativement pour la journée et 800 lycéens tiennent ensuite leur AG en squattant le hall de la mairie.

Nantes : auto-réduction au restaurant universitaire le Rubis.

Rennes : le référendum organisé par la présidence est annulé suite aux bousculades avec les anti-bloqueurs.

Manifestations sauvages et spontanées de lycéens également dans le Nord à ***Amiens, Lens et Arras***.

MARDI 14 MARS

Manifestations dans plusieurs villes, à l'appel des syndicats lycéens et étudiants, qui réunissent 41 000 personnes. La gauche dépose un recours contre l'article du CPE devant le Conseil Constitutionnel. 59 universités perturbées (46 selon le ministère).

Paris : Nombreuses ballades sauvages de lycéens le matin d'un bahut à l'autre. Nouveau rassemblement place de la Sorbonne à l'issue de la manifestation de 4300 personnes qui part de place d'Italie, et affrontements plusieurs heures à coups de pavés, bouteilles, grilles et barrières métalliques. Neuf policiers sont blessés, dont une commissaire touchée à la tête. 6 manifestants sont déférés au tribunal. Un groupe de faf est également intervenu et des coups de pierres échangés avec les anti-CPE.

Strasbourg : ballade sauvage qui occupe successivement Assedic, Medef, préfecture et McDo.

Ile-de-France : la présidence ferme Nanterre (Paris-X) administrativement.

MERCREDI 15 MARS

46 présidents d'université lancent un «*appel au dialogue pour sortir de la crise*» tandis que 7 d'entre eux avaient demandé la suspension ou le retrait du CPE depuis deux jours. 64 universités perturbées (51 selon le ministère).

Paris : le lycée Maurice Ravel (20e) est envahi et occupé par 80 jeunes. Une manif sauvage se ballade pendant 3 heures de la Sorbonne vers Châtelet et le Palais de Justice, se frite avec les CRS rue de Rivoli, voit partir des canettes contre le commissariat des Halles, occupe brièvement le Théâtre de la ville de Paris avant de se disperser le soir place de la Sorbonne.

Grenoble : occupation d'une ANPE et défilé «ironique» d'esclaves.

JEUDI 16 MARS

Manifestations dans plusieurs villes, à l'appel des syndicats étudiants et lycéens, qui réunissent entre 250 000 et 500 000 personnes.

Paris : manifestation place d'Italie-Sèvres-Babylone (33 à 120 000 personnes). Sur le

FRONDE ANTI-CPE & RÉVOLTE SOCIALE

« **J'ai 35 ans, je suis en CDI, je bosse 35 heures par semaine. J'aime pas mon patron. J'aime pas le travail. C'est bien de lutter contre le CPE. Mais faut pas s'arrêter là.** »

Intervention AG fac de Villetaneuse

Hey, frangin, regarde ce qui se passe... Dans la capitale et la banlieue, ça s'affronte maintenant chaque jour face à la flicaille. Depuis des semaines, un mouvement contre une énième carotte de l'Etat, le CPE, s'est installé, et n'est pas prêt de s'arrêter.

C'est quoi l'embrouille ? Les attaques ne cessent pas, contre les retraites en 2003, la loi Fillon, les lois Sarkosy, le couvre-feux... On voit qu'aujourd'hui l'exploitation tend à se faire sans les fameuses «protections sociales» héritées de l'après-guerre (avec comme prochaine perspective de faire sauter le SMIC). C'est avec les conditions d'un sans-papier qu'il est rentable pour le capital d'exploiter la force de travail. Toujours fermer sa gueule, avec la peur au ventre, taffer pour que dalle et toujours plus. CNE et CPE ne sont que les premières esquisses du contrat unique, que les syndicats sont déjà prêts à négocier.

Du coup, il faut réussir à contrôler toujours plus, et d'abord les populations les plus pauvres. Alors traîne pas dans les halls, va en taule si tu payes pas ton ticket de train, si tu vends du bedo pour payer ton loyer, ou fais toi sucrer tes alloc' à la moindre occase... et surtout flippons, flippons du " terrorisme ", du H5NI, du casseur, du chômage, de la rue... Pourtant, face à ce monde où nos vies ne valent que la valeur de la plus-value (donc pour résumer pas grand chose d'autre que de la chair à travail), la colère gronde, explose, avec les lycéens l'année dernière, en novembre 2005, place de la Sorbonne, ou place de la Nation ces derniers jours, etc.

On est là. Et on en est là. On est pas en train de jouer notre place à la fac, ou sur le marché du travail, en ce moment. C'est pas un oasis. que chacun essayerait de s'aménager, qui est à gagner. Non c'est plus que cela et ça n'a rien à voir avec tout ça.

L'Etat aujourd'hui n'a plus rien à lâcher. Pour le malheur de toute la gauche, qui de toute façon nous a suffisamment carotté. L'Etat n'a plus rien à lâcher, parce que les conditions nécessaires au capital pour se reproduire et continuer formellement à accumuler du profit ne le permettent pas. La seule réponse est alors le raidissement et l'inflexibilité.

On s'en fout ! On n'ira pas quémander quoi que ce soit, les tensions se font de plus en plus claires, sans médiations, telles quelles. On a bien compris, sans faire de théorie, par nos conditions matérielles d'existences qu'il n'y aura pas d'amélioration possible.

Et alors ? On va pas pleurer. Si l'Etat, nos conditions de vie, sont de plus en plus durs, nos réactions le seront aussi. Il n'y aura plus de mouvements sociaux sans affrontements. Et ces affrontements devront taper toujours plus fort, toujours plus haut. C'est pas du travail que l'on réclame quand on se révolte, c'est d'arracher, de récupérer nos vies. Les antagonismes de classe de ce monde, on ne veut pas les régler, les rendre «acceptables», mais s'en servir pour les faire définitivement exploser.

le 21/03/2006

parcours, départ en manif sauvage à hauteur de rue de Vaugirard, de nombreuses voitures sont défoncées et des commerces attaqués (dont une bijouterie). Suite aux affrontements place Sèvres-Babylone où brûlera aussi un kiosque à journaux, plusieurs milliers de manifestants se retrouvent place de la Sorbonne où les affrontements continuent de plus belle : dépavage, molotovs, début d'incendie de l'ancienne librairie PUF et les chaises prises aux cafés Le Patios et L'écritoire volent. Après plusieurs heures, de petits groupes poursuivent la bagarre. Plusieurs voitures sont renversées et enflammées, des barricades érigées et des commerces attaqués (dont un Crédit Mutuel, un Gap et le cinéma Champollion). Un groupe de plus d'une centaine de fafs avec casques et barres attaquera des manifestants isolés à Odéon. 46 keufs blessés dont 11 hospitalisés et 187 interpellations (77 garde-à-vue, 15 déférés devant la justice).

Rennes : affrontements des manifestants (6 à 15 000) avec la flicaille. Poubelles en feu, véhicules endommagés, pavés et molotovs. Un manifestant de 24 ans accusé de lancer de molotov se prendra 10 mois ferme le lendemain en comparution immédiate.

Chalons-sur-Saône : 200 lycéens s'affrontent avec les flics, un d'eux blessé.

Seine St Denis : des centaines de lycéens font pression au Raincy pour être reçus par le maire et un affrontement finit par éclater. Deux keufs hospitalisés et plusieurs lycéens blessés.

Val-de-Marne : 200 lycéens tentent d'investir le domaine Chérioux à Vitry-sur-Seine, où se trouvent deux lycées, un collège et un IUT. Repoussés par le personnel, deux voitures flambent, une troisième est retournée, le mobilier urbain vole et les keufs sont caillassés (deux sont blessés, 6 manifestants interpellés). Un journaleux du *Parisien* s'y fait frapper.

Val d'Oise : affrontements sur la Dalle d'Argenteuil à coups de pierres, «*des boules de pétanque auraient même été lancées*». Un policier et un CRS hospitalisés.

Affrontements également à ***Nantes, Montpellier et Toulouse***.

Vendredi 17 mars

67 universités perturbées (49 selon le ministère).

Toulouse et Tours : péages gratuits.



Paris, 14 mars

Paris : manifestation devant la Sorbonne. où la police a désormais fermé la place et toutes les rues donnant accès à l'université par des murs métalliques anti-émeute.

Grenoble : tentative de blocage de la Préfecture, vite dégagée.

Ile de France : pillage d'un supermarché par des lycéens à Arpajon et affrontements lors d'une manif de 200 lycéens à Juvisy (Essonne), affrontements, matériel urbain brisé, voitures défoncées et deux brûlées au Raincy (Seine St Denis) à l'issue de la manif de 500 lycéens devant la mairie, affrontements à Savigny le Temple et à Thorigny sur Marne (Seine et Marne), dégradation du lycée professionnel Auguste Perdonnet puis d'une vingtaine de voitures et d'un bus.

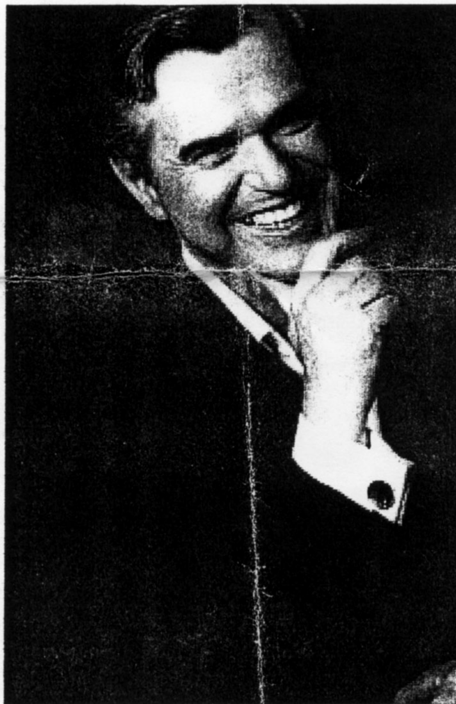
Samedi 18 mars

Manifestations dans 160 villes, à l'appel des syndicats étudiants et salariés («*troisième journée d'action contre le CPE*» !), qui réunissent entre 530 000 et 1,5 millions de personnes.

Paris : manifestation Denfert-Rochereau-Nation. Après les affrontements place de la Nation où une dizaine de commerces sont attaqués, des groupes se dispersent aux alentours. De la porte de Vincennes à Porte de Montreuil, une barricade bloque le bd Davout, deux McDonald's sont défoncés, des voitures enflammées, puis ce sont des distributeurs de billets et le mobilier urbain qui mangent rue d'Avron. Les derniers affrontements finissent dans le quartier Latin où des dizaines de manifestants s'acharnent en vain contre les

Chronique d'une mort salariée

À force d'assister aux discours plats des bureaucrates et autres syndicalistes, je me suis dit qu'il fallait que je mette une petite graine dans la morne plaine des arguments anti-CPE. Du primaire à la fac, je reste sur le même bilan : l'école de masse reste une école de classe. Quand l'école parle d'intégration je ne vois que domestication. Elle prétend combattre des violences qu'elle a elle-même générées : celles de l'institution qui naturalise les différences sociales présentes et à venir. Sans parler de l' « Orientation » qui force la main pour qu'elle serve l'industrie, rétrécissant les possibles à coups de conseils de classe. L'« Éducation » naturalise le travail salarié comme unique perspective de vie. Dans ce contexte, les CPE-CNE se placent dans la continuité : l'assujettissement à l'ordre de l'entreprise jusqu'à la rupture du contrat. Les deux ans de période d'essai se présentent ainsi comme une manière de soutenir l'aliénation et l'exploitation : deux ans à fermer sa gueule, à faire semblant, à obéir... Pour moi, et d'après ce que j'en discute avec mes potes qui bossent, cette mesure révèle un état d'impuissance des entreprises qui, ne parvenant plus à motiver les salariés, ont besoin d'une loi qui grave dans le code une soumission qu'elles ne parviennent plus à obtenir autrement : l'embauche au bout des deux ans équivaut à une prime au fayotage. Sinon retour à la réserve de chômeurs en garde à vue à l'ANPE.



Je me rappelle d'une émission de radio sur RFI dans laquelle le Président des Jeunesses Populaires, Fabien de Saint-Nicolas lançait au président de l'UNEF : "Quel jeune ne rêve pas de faire ses preuves dans une entreprise ?". Le chef de l'UNEF s'aligne et la plupart des orgas reprennent la rhétorique de « l'emploi à tout prix » à leur compte : c'est dans et par le travail que chacun est censé se réaliser...

Pourtant autour de moi, le monde du travail ne fait rêver personne, chacun tente plus de s'en préserver que de s'y préparer. Non par fainéantise ni par irréalisme, mais surtout parce que les chemins par lesquels nous désirons nous réaliser ne coïncident pas avec l'entreprise. Je ressens beaucoup autour de moi cette souffrance de devoir reléguer les passions et les désirs à l'état de hobby, pour sacrifier sa vie à un job... Schizophrénie instituée.

Car on passe pourtant par les petits boulots : « c'est ça le monde du travail : faire des bigmacs, enquêter ou vendre pour des boites de merde, exploiter des étudiants dociles, faire copain-copain avec celui qui t'exploite, creuser ton trou, mendier une pause, stresser, stresser...sourire, sourire, toujours sourire »

Apprendre que l'on est jetable, que l'on doit fermer sa gueule, qu'il faut penser d'une façon et pas d'une autre, qu'il faut être un "gagnant", dynamique et cynique à souhait, que c'est chacun pour soi. Pour tout ça... Merde au travail et au monde qu'il construit, qu'il fait accepter. Qui veut vraiment d'un salariat, synonyme de soumission et de collaboration ?

Parfois je pense à une auto-organisation généralisée de nos activités, une façon de vivre de ce que l'on aime, sans passer par le « travail salarié » ; mais toutes les entreprises ne pourront être autogérées. Certaines devront être démantelées pour ne plus perpétuer le désastre en cours... C'est cette société industrielle, les types d'organisation qu'elle génère et les rôles qu'elle nous fait jouer qui doivent être combattus.

S'il y a bien misère économique, la misère qui nous est la plus commune est notre futur : CDI ou CPE, nous allons devoir nous plier à ce monde, à ses exigences incritiquables, à ses évidences destructrices, si personne ne se lève... Et ce ne seront pas les syndicats ni les orgas qui se lèveront mais les bandes : ma bande de pote et d'autres, en nous déplaçant ensemble aux AG, en trouvant ensemble nos propres modes d'action, d'intervention pour ne pas perdre à nouveau une bataille, et que nous vivions ce que nous voulons vraiment vivre.

Notre chance n'est dans aucune classe politique, aucune figure charismatique ; il est dans leur décrédibilisation, dans le démantèlement de leur pouvoir et la mise en commun de nos désirs.

placoplast@no-log.org

murs métalliques anti-émeute. 34 keufs sont blessés (26 gendarmes mobiles, 6 CRS et 2 agents de la Préfecture) et 167 personnes arrêtées (72 garde-à-vue, 24 déférées au parquet).
18 manifestants sont blessés, dont Cyril Ferez, un syndicaliste de 39 ans de Sud-PTT, dans le coma après avoir été notamment piétiné et matraqué lors d'une charge à Nation.
Rennes : occupation de la mairie.
Angers : occupation de la gare.
Affrontements également à ***Clermont-Ferrand***, ***Grenoble***, ***Tours*** et ***Marseille***.

Dimanche 19 mars
La 5e coordination nationale réunie à Dijon finit sur un «*appel à la grève générale jusqu'au retrait de la loi sur l'égalité des chances et du CNE*», et lance une journée d'action lycées/facs le 21 et des manifs le 23 mars. Elle nomme pour la première fois des porte-parole (seize) à destination des médias et des syndicats.

Lundi 20 mars
67 universités perturbées (45 selon le ministère), 139 lycées bloqués et 174 perturbés (selon le ministère). Les syndicats étudiants de gauche refusent de se rendre au ministère de l'Education, qui se contente de l'UNI et la Fage, qui apprécie «*ce retour au dialogue*». Les syndicats de salariés, poussés par leur base finissent par décider ensemble d'une «journée d'action» le... 28 mars.
Paris : grâce à plusieurs échauffourrées, quelques tentatives de faire cours à Tolbiac échouent. Sciences-Po (pour une nuit) et l'EHESS sont occupés.
Caen : occupation d'un hôtel des impôts pendant une heure et demie.
Ile de France : manifestations dans une dizaine de lycées de Seine St Denis. Mobilier urbain défoncé, trois voitures en flammes et caillassages à Drancy où les deux bahuts sont ensuite fermés. Ceux de Noisy et Gagny sont eux bloqués. Affrontements avec les flics à Savigny (Seine-et-Marne), jets de pierre, des poubelles et une voiture brûlée. A l'université de Nanterre (Hauts-de-Seine), baston avec les vigiles lors d'une tentative de pénétrer en force pendant le conseil d'administration. Les lycéens de Fontenay-sous-Bois bloquent l'A86 pendant deux heures., ceux du Raincy la voie-ferrée.

Mardi 21 mars
57 universités et 814 lycées perturbés (dont 191 fermés ou bloqués), contre 44 et 330 la veille, selon le ministère. Appels à la grève pour le 28 mars dans les secteurs des transports (SNCF, RATP, Air France), de la Poste et de l'Education. Le Premier ministre annonce qu'il n'accepterait «*ni retrait ni suspension ni dénaturation du CPE*». 40 000 manifestants étudiants et lycéens dans plusieurs villes à l'appel de ces orgas.
Paris : 5000 manifestants de Denfert-Rochereau à République. Petits affrontements place de la Sorbonne, une cinquantaine de voitures endommagées rue Gay-Lussac. Le lycée Camille-Sée (15e) est occupé puis endommagé (tables, chaises, vitres, extincteurs) avant d'être expulsé, comme le lycée Louis-Armand (15e) la veille. Il avait été en partie dégradé et son environnement détourné (feux de poubelles, container à verre renversé, etc). La direction de l'EHESS occupée se plaint de pillages.
Angers : 2-3000 manifestants et occupation du Palais de Justice pendant une heure.
Caen : occupation par 600 personnes des voies de la gare pendant deux heures.
Seine St Denis : suite à la manif anti CPE, un groupe pille les rayons sucreries d'un supermarché en laissant un peu de verre brisé à Montfermeil. Affrontements à Clichy-sous-Bois autour du lycée A. Nobel. 17 lycées sont désormais fermés par le rectorat «par mesures de sécurité» (dont deux à La Courneuve et deux à Noisy-le-Sec).
Essonne : 400 lycéens venus d'une quinzaine de lycées s'affrontent avec la flicaille à Savigny-sur-Orge devant le lycée Corot.
Seine-et-Marne : Péage gratuit à Coutevroult des étudiants de Marne-la-Vallée. A Savigny-le-Temple, une journaliste du *Parisien* se fait frapper et dérober appareil photo, portable et voiture devant le lycée Antonin-Carême. Plus loin, devant l'autre lycée de la vile (Pierre-Mendès-France), un autre journaleux de ce quotidien se fait arracher son appareil photo. Enfin, deux journaflics du même torchon se font tabasser et piller le matos dans l'Oise devant le lycée Mireille-Grenet.

Mercredi 22 mars
59 universités sont perturbées, dont 18 bloquées selon le ministère, 68 selon l'Unef (dont 30 bloquées et 5 fermées administrativement), et 533 lycées (plus de 600 selon l'UNL).
Paris : tentative repoussée d'expulsion de l'EHESS occupée, la direction fait appel à 22 vigiles (impuissants), et les profs se retirent du lieu. Une journaliste de RTL se fait piquer son micro.
Poitiers : blocage des principales voies d'accès au centre-ville.
Rennes : Luc Ferry puis Edmond Hervé, le maire, se font entarter.
Dijon : le local UMP de la rue d'Auxonne est déménagé par 40 individus masqués.
Lille : occupation d'une ANPE.
Ile-de-France : lors de l'élection au CROUS, une urne est brisée à l'université de Nanterre. Affrontement d'une centaine de lycéens avec les keufs au Blanc-Mesnil lors d'une manifestation.

Jeudi 23 mars
67 universités sont perturbées, dont 21 bloquées selon le ministère. Manifestations dans plusieurs villes, à l'appel des syndicats étudiants, qui réunissent 450 000 personnes.
Le Premier ministre invite les syndicats à discuter du CPE «*sur un ordre du jour non limitatif*» et «*sans a priori*». Ils acceptent l'invitation pour le lendemain, précisant demander toujours comme préalable le retrait du CPE.
Paris : Le matin, blocage de la place de la Bastille par les lycéens de Victor-Hugo, Charlemagne, Sophie-Germain et Voltaire. Occupation de la Direction régionale du travail et de l'emploi dans le 19e par une centaine de lycéens du Val-de-Marne, elle sera évacuée le soir.
Manifestation à 14h30 de place d'Italie à Invalides (de nombreux lycéens de la région parisienne et des étudiants de plusieurs villes de province aussi), 23 à 50 000 personnes. Affrontements avec les keufs, une cinquantaine de voitures défoncées, commerces attaqués (dont une agence immobilière, un resto asiatique, une société financière dont les ordinateurs volent sur la pelouse), et aussi pas mal de dépouilles entre manifestants. Plusieurs voitures et un commerce sont enflammés rue St Dominique. Un groupe finit la manif vers la Sorbonne, où une barricade de tables, chaises des bars voisins et panneaux est enflammée à l'angle des rues Soufflot/St Jacques. Le long des rues d'Assas et de Rennes, les abribus et les cabines de téléphone sont détruits. 262 interpellations (630 au niveau national) et une soixantaine de manifestants blessés d'un côté. 90 gendarmes et policiers

à l'EHESS
AG de lutte OUVERTE à TOUS

Les locaux de l'EHESS du 105 bd Raspail sont occupés depuis ce lundi 20 mars. Pour un ensemble de gens, déjà précaires ou en voie de l'être, il semblait nécessaire de se donner un lieu et des moyens pour que notre hétérogénéité s'agence et s'organise. Il s'agit moins de se réapproprier une école que d'en faire un lieu ouvert, sans propriétaire ni corporatisme (y compris étudiant), où nous tenterons d'inventer des formes de luttes adaptées à la situation.

Plutôt que de lever la main pour exposer des revendications catégorielles ou d'attendre la permission de la tribune pour étaler ses opinions individuelles, il s'agit de se donner le temps de s'organiser pour prendre part à la bataille actuelle. Nous ne sommes pas là pour pleurnicher sur le grignotage de nos « acquis-sociaux-conquis-de-haute-lutte » par le Front Populaire, la gauche plurielle et autres gestionnaires de tous poils qui nous promettent un salariat plus sympa.

Nous ne pouvons plus nous limiter à la lutte contre le CNE et le CPE parce qu'il s'agit en effet moins d'une perte de nos acquis que d'une avancée de la logique de précarisation et d'optimisation de la mise au travail de tous.

L'ampleur et la radicalisation du mouvement nous amènent à ouvrir à tous ce lieu de discussion, d'actions et de lutte.

Soyons toujours plus nombreux...

AG tous les soirs à 19 heures

lundi 20 mars 2006
AG en Lutte

105 bvd Raspail, M° Saint Placide (ligne 4) ou Notre Dame des Champs (ligne 12)

Tracts issus de l'assemblée d'occupation de l'EHESS à Paris, du 20 au 24 mars 2006

24 heures de grève, et après :

La lutte, entamée depuis des semaines dans la rues, les facs et les lycées, ne peut pas se contenter d'une journée de grève.

D'abord parce que la révolte qui grandit dépasse largement, dans sa forme et ses implications, les enjeux d'un seul nouveau type de contrat de travail. Ensuite parce que nous n'accepterons pas que les syndicats, à la traine depuis le début du mouvement, nous dictent à nous tous, précarisés (salariés, étudiants, chomeurs et tous ceux qui n'acceptent pas les conditions qui leurs sont faites), la forme et les moyens de mener cette lutte, une lutte qui n'a jamais appartenu qu'à ceux qui se battent.

Le gouvernement joue l'inflexibilité, comme un autre aurait joué la négociation, il ne nous laisse que le choix entre toujours plus d'écrasement et une révolte qui assume ses raisons et ses moyens de se généraliser.

La grève générale, sauvage et illimitée, s'impose.

Le blocage qui s'actualise depuis le début dans les occupations comme pratique essentielle du mouvement nous apparaît comme un moyen efficace de mettre des bâtons dans les rouages de l'économie. Le blocage de voies de circulation a été pratiqué par des manifestants à de nombreuses reprises : comme l'aéroport de Lannion au début du mouvement, les gares de Rennes, Caen et Nantes ont été bloquées par des manifestants. Des grands axes de circulation routières ont aussi été investis à Lyon et à Fontenay-sous-Bois.

Nous proposons donc, pour que se poursuive la lutte au-delà de la journée du mardi et pour éventuellement libérer un peu de temps habituellement pris par le travail, **de bloquer, le mercredi 29 mars tôt le matin, avant l'heure de départ au travail, les voies de circulation** qui sont le lieu de passage concret des flux de marchandises dont la plus importante : la force de travail.

Pour envoyer valser leurs réformes, pour les faire reculer jusqu'à ce qu'ils tombent, parce qu'ils doivent tomber.
Maintenant se défendre, c'est attaquer.
Tous ensemble.

L'AG en lutte occupant l'EHESS

105, bd Raspail - AG de lutte ouverte à tous, tous les jours à 19h

ILS L'ONT BIEN CHERCHÉ : BLOQUONS LES CHERCHEURS !

SIX SEMAINES DE BLOCAGE À JUSSIEU ? Allons, soyons raisonnables : comment affirmer cela lorsque les activités les plus néfastes qui ont lieu sur ce campus ont pu se dérouler presque comme si de rien n'était ? C'est bien évidemment de la recherche que nous voulons parler. Et les doctorant-e-s, bien efficacement aveuglé-e-s quant aux conséquences de leurs activités par les années passées sur les bancs des amphis, n'ont pas non plus daigné s'intéresser à ce qu'il se passait aux fenêtres de leurs labos. Les plus pessimistes iront même plus loin: n'ayant plus de cours à assurer grâce au blocage de leurs étudiant-e-s, les enseignants-chercheurs ont pu consacrer 100% de leur temps à la recherche…

Les chercheurs, main dans la main avec leurs copains et copines industriels, tirent avant de discuter. A l'heure de la "société du risque" (qu'ils ont délibérément construite année après année), ils ne se soucient plus de confiner les expérimentations, qui portent désormais sur la planète tout entière, humains, plantes et animaux inclus. Les laboratoires de recherche ne connaissent plus de frontières. Nous sommes tou-te-s des cobayes, permanents, avant même de naître, après même notre mort. La notion de principe de précaution n'est qu'une vaste blague, alors que dans les faits, les OGM sont cultivés en plein champ presque partout dans le monde et les cosmétiques contenant des nanoparticules sont dans les rayons de tous les supermarchés du globe.
Mise sans cesse devant le fait accompli, la population a capitulé et intègre les discours propagandistes les plus nauséabonds : «tout cela est nécessaire», «on arrête pas le Progrès», etc. Quand les victimes se prennent de sympathie pour leurs tortionnaires…

La Direction Générale de l'Armement (DGA) semble être un partenaire de choix pour de nombreux laboratoires de Paris 6. Chimie physique : matière et rayonnement, Informatique, Instruments et système d'Ile de France… D'autres, comme l'Institut des nanosciences de Paris, le laboratoire Liquides ioniques et interfaces chargées, ou encore le laboratoire de Mécanique physique, collaborent avec les marchands de canons Matra, Thalès ou Dassault. Pour développer la «*robotique mobile terrestre et les réseaux du combattant du futur*», la «*détection de mots en environnement bruité*», ou encore «*l'analyse des mouvements de foule*». Du côté de l'Onera, on fabrique des drones et des missiles pour frapper «*plus vite, plus loin et avec précision*», alors que Sagem Morpho est le n°1 mondial de la biométrie à empreintes. Fabricants de mort et de contrôle et chercheurs du public unis pour nous maintenir dans un monde en pourrissement.
A côté de ces laboratoires qui produisent directement les nuisances, on trouve ceux dont le rôle est d'en gérer les conséquences : étude des changements climatiques ou de la toxicité des pesticides commercialisés depuis des décennies, recherche pour l'enfouissement des déchets nucléaires ou sur les effets des antibiotiques sur l'appareil digestif… Grotesque tentative de cacher la merde sous le tapis.

Pendant ce temps, médecins et chercheurs en «sciences humaines» s'amusent à nous enfermer dans les prisons de leurs grilles d'analyse, sans jamais nous demander notre avis. Leurs catégories pathologiques ou sociologiques sont bien souvent des moyennes statistiques niant la spécificité des individus. Jeunes. Maniaco-dépressif. Travailleurs issus de l'immigration. Trouble Oppositionnel avec Provocation (cf. le rapport Inserm sur les Troubles de conduite chez l'enfant et l'adolescent). Voir sans être vu, fouiller l'intimité des êtres et des choses, voilà comment les chercheurs prennent leur pied.

Il est grand temps de mettre un terme à ce déferlement. C'est pourquoi nous demandons :
— La fermeture des laboratoires du campus de Jussieu et la mise à disposition des locaux libérés pour développer une activité de lutte contre le terrorisme ordinaire et institutionnel de la recherche, en France et dans le monde entier.
— L'arrêt du financement des recherches, dans les domaines des nanotechnologies, du nucléaire, des OGM et autres biotechnologies, des statistiques, des sciences cognitives, de la sociologie de l'acceptation sociale des nuisances, ainsi que de l'ensemble des recherches militaires.
Une fois appliqué ce préambule non-négociable, il sera possible d'aborder plus en détail la suite des actions à mener.

ALORS SI VOUS ÊTES CHERCHEUR, IL Y A UNE SOLUTION : LA PRÉ-RETRAITE. ET SI VOUS NE L'ÊTES PAS ENCORE, TROUVEZ AUTRE CHOSE À FAIRE !

[tract distribué à Jussieu (université Paris 6/7), lors de la reprise des cours après le déblocage, mi-avril 2006]

blessés au niveau national (27 à Paris, dont plusieurs civils roués de coups aux Invalides), et un total de 453 depuis le début mars.
Marseille : 10 à 50 000 manifestants. Affrontements sur la fin à coups de pierres et bouteilles contre lacrymos.
Grenoble : 6 à 12 000 manifestants. Affrontements sur la fin pendant trois heures, une trentaine d'arrestations et 4 flics blessés (dont un civil blessé à la tête par un coup de flash ball d'un collègue).
Caen : blocage des quatre ponts de l'Orne, badigeonnage des locaux de l'UMP.
Bordeaux : 15 000 manifestants. Occupation de la gare et un TGV bloqué (ainsi qu'un second à Coutras).
Rennes : 6 à 10 000 manifestants, on peut lire sur la banderole de tête «*Nous sommes tous des casseurs*», affrontements à la fin. Occupation des Galeries Lafayette, baston dans le magasin (fumigènes et projectiles balancés, une porte en verre éclate).
Reims : 150 manifestants font une auto-réduction de train pour monter à la manif parisienne.
Angers : 4000 manifestants. Occupation de la gare.
Strasbourg : 1800 à 5000 manifestants. Brève occupation de l'ENA.
Ile-de-France : Affrontements la matinée à Savigny-sur-Orge pendant plusieurs heures, pierres et objets enflammés contre les keufs. Deux voitures renversées, une troisième en feu, une trentaine défoncées, des abribus et cabines détruites autour du RER C : 60 interpellés (9 garde-à-vue), 7 keufs blessés. Au lycée Richelieu à Rueil, deux agents administratifs sont frappés lors d'échauffourées. A l'université de Nanterre, le restaurant universitaire et la sandwicherie sont dévastés. A Ivry sur Seine, 200 manifestants affrontent la police, un adjoint au maire est blessé. A Bobigny, une équipe de France 2 est molestée, des abribus descendus, le centre commercial ferme d'urgence à l'arrivée des manifestants. Affrontements à St Denis (une rame de tramway saccagée, deux magasins pillés), Drancy, Bondy et au Raincy.

VENDREDI 24 MARS
Les syndicats sont reçus à Matignon pendant trois heures et affirment en sortant être tombés dans un piège, puisqu'il ne s'agissait en fait que de discuter d'un aménagement du CPE. «*Dès lors que la loi a été votée, le CPE doit s'appliquer*» déclare Chirac à Bruxelles une heure avant la réunion.
56 universités bloquées et 12 avec barrages filtrants (57 selon le ministère). 198 lycées bloqués et 407 perturbés, selon le ministère.
Paris : expulsion de l'EHESS à 6h, 72 interpellations, une personne convoquée plus tard en jugement après garde-à-vue.
St Denis : le centre ville est attaqué de 9h à midi par plus d'une centaine de jeunes, des dizaines de voitures sont défoncées et incendiées, un car de touristes bloqué et des passagers détroussés, une quinzaine de commerces pillés et saccagés (dont trois bijouteries, une pharmacie, un magasin de portables). Quatre keufs blessés, trois mineurs interpellés.



Paris (Sèvres-Babylone), 14 mars

Samedi 25 mars
Les quatre organisations lycéennes et étudiantes de gauche refusent de se rendre à Matignon. Seules la Fage et l'UNI y devisent des aménagements possibles. Villepin annonce qu'il «*accepte d'ouvrir le dialogue*» sur les conditions de la rupture du contrat et la période d'essai de deux ans.

Dimanche 26 mars
La 6e coordination nationale étudiante réunie à Aix-en-Provence modifie légèrement la plateforme de Toulouse (rajoutant par exemple une dérisoire demande de démission du gouvernement), appelle à la manif du 28 mars puis à une journée «*de blocage des principaux axes routiers et ferroviaires*» en vue d'une grève générale, ne formalisant qu'une pratique qui se développe de plus en plus en dehors des grandes journées de manifestations syndicales.

Lundi 27 mars
Caen : occupation de la DDTE d'Hérouville St Clair.

Mardi 28 mars
Manifestations dans plus de 250 villes, à l'appel des syndicats étudiants et salariés («*quatrième journée d'action contre le CPE*» !), qui réunissent entre 850 000 et 3 millions de personnes. La chaîne américaine CNN interrompt ses programmes pour commenter en direct l'affrontement à République (Paris), comparant la situation à celle de la place Tiannanmen à Pékin en 1989 !
Paris : 700 000 manifestants de place d'Italie à place de la République où se produisent des affrontements. Les premiers énervés se mangent les charges brutales du service d'ordre CGT à coups de barres (avant d'être livrés aux gendarmes). Plusieurs flics blessés (dont un grièvement qui s'est pris une fusée dans la face), 629 interpellations (156 garde-à-vue et 44 déférés au parquet). L'AFP a été occupée place de la Bourse, le temps d'y accrocher la banderole «*un mois ferme, deux mois ferme, trois mois ferme, nous sommes tous des casseurs de ce système*». Quelques vitrines cassées (dont le Go Sport et le Bouygues à République).
Lille : 25 à 80 000 manifestants. Affrontements avec nombreux projectiles, barricades et destructions jusque dans le vieux-Lille où se sont déroulés de nombreux saccages.
Toulouse : 36 à 80 000 manifestants. Echauffourées place du Capitole.
Caen : 18 à 30 000 manifestants. Affrontements devant la préfecture.
Dijon : 11 000 manifestants. Occupation des voies ferrées.
Rennes : 30 à 50 000 manifestants. Affrontements et occupation des voies de la gare pendant deux heures. 11 interpellations et deux keufs blessés.
Grenoble : 26 à 60 000 manifestants. Affrontements avec les keufs (dont deux sont blessés) autour de la place Victor Hugo, petites barricades et mobilier urbain renversé, plusieurs voitures et deux vitrines mangent. 200 interpellations, 58 garde-à-vue.
Rouen : 25 000 manifestants. Des vitrines du centre-ville historique sont brisées pendant la manif.
Mont-St Michel : 600 manifestants bloquent l'accès au site, sur lequel ils accrochent des banderoles anti-CPE.
Ile-de-France : Affrontements devant la gare à Savigny sur Orge (Essonne), panique au centre commercial Créteil Soleil déjà attaqué la semaine passée, face à une quarantaine de jeunes, et tous rideaux vite baissés.

Mercredi 29 mars
Une nouvelle journée de manifestations nationales est décidée pour le 4 avril. Alors que près de 420 lycées sont bloqués ou perturbés (et 1400 la veille), le ministre de l'Education annonce qu'il a donné la consigne aux recteurs de faire rouvrir dès le lendemain les bahuts «*y compris par la force*». Seuls quelques proviseurs le suivront dans les jours qui suivent. Par ailleurs 56 universités sont toujours bloquées (17 plus 41 perturbées selon le ministère).
Paris : blocage sauvage du périph. A l'aube, plusieurs sabotages incendiaires de distributeurs électriques (à Maison-Alfort, Villeneuve-le-Roi, Longjumeau, Epinay-sur-Orge) avaient bloqué la circulation des RER C et D pendant plusieurs heures et la SNCF prévoit des perturbations pendant plusieurs jours. Tentative d'envahissement du plateau d'une émission de téléréalité de M6, «Nouvelle Star». Occupation la nuit du lycée Balzac (17e) par le gymnase et nombreuses dégradations.
Toulouse : occupation de la DDTE.
Rennes : blocage de la circulation en blindant une rocade de chariots de supermarché.

Jeudi 30 mars
Le Conseil Constitutionnel valide la «loi pour l'égalité des chances», dont l'article 8 contient le CPE. 145 lycées fermés et 368 perturbés selon le ministère, 68 universités bloquées selon l'Unef.
Paris : Blocage le matin du périphérique (à l'appel des orgas lycéennes) avec du matos de chantier par 300 personnes vers Porte de Châtillon. Manif sauvage à Châtelet qui finit en occupation des voies gare de Lyon pendant deux heures. Une dizaine de garde-à-vue.
Lille, Metz, St Etienne, Roanne : blocages des voies de la gare pendant plusieurs heures.
Rennes : manif sauvage de 6000 personnes qui bloque la rocade après un blocage des voies de chemin de fer.
Marseille : occupation des voies à la gare St Charles, après le blocage de plusieurs sorties et accès autoroutiers.
Lyon : manif-bouchon de 2000 personnes.
Caen : blocage de deux tronçons du périphérique (direction Paris & Rennes-Cherbourg).
Toulouse : occupation du rectorat par les étudiants en Staps.
Poitiers : occupation de l'IUFM.
Limoges : occupation du rectorat, manif devant le Palais de justice, blocage de la A20.
Nantes : occupation de la Direction régionale des affaires culturelles avec les intermittents. Les occupants, barricadés, seront expulsés. Blocage des ponts sur la Loire.
Ile-de-France : bataille rangée contre les keufs devant le lycée de l'Essouriau aux Ulis et interpellation jusque dans la cantine, blocage des voies de la gare à Arpajon et Savigny-le-Temple (RER D), blocage de la N19 et courses poursuites durant six heures entre les keufs et les lycéens du Val-de-Marne.

Vendredi 31 mars
Intervention du Président de la République à la télévision : il annonce qu'il «*promulgue la loi instituant le CPE*» au Journal Officiel, tout en demandant qu'une nouvelle loi soit vite votée pour le modifier (passant la durée d'essai de 2 à 1 an et ajoutant l'obligation de motiver le licenciement) et qu'entre temps il ne soit pas appliqué ! 649 lycées sont désormais bloqués ou perturbés, onze organisations de gauche appellent à des manifestations pour... le 4 avril.
Paris : le rassemblement à Bastille pour écouter l'intervention du Président part en manif sauvage de 5000 personnes pendant plus de sept heures heures sur 25 km dans la ville ! Devant l'Assemblée Nationale, on pisse, devant le Sénat, après une tentative d'enfoncer la porte, c'est une guérite qui valse, suivis de brefs affrontements devant la Sorbonne. Ensuite, en direction de la butte Montmartre, une cinquantaine de commerces sont attaqués


Paris (Nation), 18 mars



Rennes, 28 mars



Rouen, 28 mars


Rouen, 28 mars

Le CPE, une goutte d'eau dans un lac de rage

Ce texte mêle en vrac quelques réflexions nées à Grenoble lors de ce qu'on appelait jusqu'à il y a encore peu de temps le mouvement anti-CPE... Il n'est pas forcément très construit mais a pour oblectif de lancer des pistes à creuser. C'est toujours ça.

La violence comme moyen de se faire entendre

" S'il y avait connexion entre les étudiants et les banlieues, tout serait possible. Y compris une explosion généralisée et une fin de quinquennat épouvantable. "

Nicolas Sarkozy, Ministre de l'Intérieur, dimanche 12 mars 2006, cité dans «La grande peur de Sarko», en page 2 du *Canard enchaîné* (n°4455, 15 mars 2006).

" Les émeutes, ce n'est pas un hasard. Les profs sont au service du gouvernement, pas au service de l'élève. "

Un professeur vacataire en lutte dans le 94, lundi 20 mars 2006, sur France Inter.

" Ma grande crainte est que l'on ne se retrouve plus dans de l'opposition au CPE, mais dans de la provocation et dans un enchaînement de violence. J'en appelle donc au retrait du CPE, à la responsabilité et au retour de la paix sociale. On est dans une situation folle. Il faut voir l'image qu'à la France en ce moment à l'étranger ; surtout après ce qui s'est passé en novembre. Une image épouvantable. "

Michel Destot, Maire de Grenoble, interviewé dans le *Dauphiné Libéré* du vendredi 31 mars 2006 (n°19092).

Au fil des semaines, dès les premières manifs du mois de février, le mouvement étudiant-lycéen-syndical contre le CPE s'est peu à peu transformé en révolte sociale, renouant avec certaines des pratiques violentes d'octobre-novembre 2005, lorsque des émeutes avaient éclaté dans de nombreux quartiers populaires un peu partout en France.



Grenoble, 28 mars

Aujourd'hui, alors que le CPE a été «remplacé» (pour ne pas dire «retiré»), alors que la gauche dans son ensemble parle de grande victoire, alors que la société reste la même, alors que partout c'est la merde, ni la gauche ni la droite au pouvoir ni les médias ne diront que la chute du CPE est due avant tout aux débordements permanents du mouvement. Pourtant, sans la violence, sans les différentes pratiques illégales des manifestant-e-s, nous en serions encore à nous demander le cul vissé devant la télé «*mais pourquoi rien ne change alors que nous étions des millions à manifester sagement dans la rue ? notre citoyenneté n'a donc aucune valeur ?*». L'ironie de départ de ce texte se situe dans ce paradoxe :

– Si *le CPE est mort*, c'est parce que des dizaines de milliers de révolté-e-s ont foutu le bordel de Paris à Toulouse, de Rennes à Grenoble, etc. Pourtant, la plupart de ces révolté-e-s restent plein-e-s d'insatisfaction et de rage, leur révolte reste intacte. Le CPE n'était pour eux et elles qu'un détail.

– Ceux et celles qui crient victoire devant les caméras et se réjouissent au micro de la mort du CPE sont les mêmes par qui rien ne serait jamais arrivé si l'on avait suivi leurs mots d'ordre («dispersez-vous !»). Ce sont également les mêmes qui ont hurlé au scandale face aux «casseurs», les mêmes qui ont empêché toute manifestation «sauvage», les mêmes qui ont tenté de canaliser la révolte vers la légalité des défilés officiels et autorisés. De l'UNEF à la CGT, tou-te-s devraient reconnaître que c'est

(agences d'interim, banques, agences immobilières) le long du cortège qui passe boulevard Magenta. Le slogan «Paris debout, réveille-toi !» apparaît pour la première fois. Au Sacré Cœur vers 4h du matin, un feu est allumé, «vive la Commune» tagué sur l'odieuse basilique. Au passage, une permanence UMP est aussi entièrement saccagée dans le 9e.

Sarran : occupation du musée Jacques-Chirac.

Montpellier : manifestation de nuit avec casseroles, percussions et trompettes.

Nantes : après le discours de Chirac, 2000 personnes se rassemblent devant la préfecture où les échauffourées ne finissent que vers 1h du matin.

Strasbourg : blocage des voies du tramway pendant une heure.

Poitiers : occupation du rectorat puis du conseil municipal à majorité PS.

Massy, Blois, Rennes, Montauban : occupation des voies de chemin de fer.

Ile-de-France : nombreux blocages de routes par des centaines de lycéens : la N188 à hauteur d'Orsay, la N104 vers Ste Geneviève et la N20 pendant quatre heures à Arpajon, la N186 à Créteil, la N16 à Luzarches, la N3 à St Denis.

Dimanche 2 avril

L'ensemble de la loi «*sur l'égalité des chances*» est publiée au Journal Officiel. Outre le CPE en son article 8, elle contient aussi l'apprentissage dès 14 ans, le travail de nuit à 15 ans, la suppression des allocations familiales sous divers prétextes et des stages dans la police et l'armée pour les futurs délinquants,

La 7e coordination nationale réunie à Villeneuve d'Asq (Lille-III) appelle à maintenir les actions de blocage, précisant que «*les journées d'action ne sont utiles que si leur objectif affiché est de construire la grève générale, seul moyen de faire reculer le gouvernement. C'est pourquoi nous appelons à la grève générale reconductible dès le 4 Avril*». Elle refuse une nouvelle fois d'élargir les revendications au-delà du retrait de la loi.

Lundi 3 avril

Caen : plusieurs agences d'interim sont visitées, et reçoivent peinture et mixtures nauséabondes.

Grenoble : à l'initiative de lycéens, manifs et blocages de voies de circulation (idem à Vizille et Voiron). La nuit, la vitrine du siège grenoblois de M6 est détruite par des inconnus.

Mardi 4 avril

Manifestations dans 250 villes, à l'appel des syndicats étudiants et salariés («*cinquième journée d'action contre le CPE*» !), qui réunissent entre 1,2 million et 3,1 millions de personnes. Création du «groupe des six» UMP (présidents du groupe à l'Assemblée et au Sénat, deux ministres et deux parlementaires) pour élaborer «*sans préjugés*» la nouvelle proposition de loi. Les syndicats acceptent d'aller discuter avec «le groupe des six».

Paris : de 84 000 à 700 000 personnes marchent de République à place d'Italie. Affrontements pendant plus d'une heure à la fin : bouteilles et pierres (plus quelques extincteurs) contre lacrymos et charges. Un feu est parti au milieu de la place, des abribus tombent, un photographe est défoncé, d'autres touchés par les projectiles. 383 interpellations (107 en province), 33 blessés dont 26 hospitalisés.

Rennes : de 21 à 50 000 manifestants. Nouveaux affrontements place de Bretagne, où abribus, voitures et les quelques vitrines encore debout sont attaqués. Blocage de la gare par une autre partie des gens.

Lille : de 16 à 45 000 manifestants. Cinq heures d'affrontements intenses où les flics se prennent quantité de projectiles, vitrines de commerces attaquées, mobilier urbain détruit, voitures idem, début d'incendie d'une agence d'interim. Une trentaine d'interpellations.

Grenoble : de 28 à 60 000 manifestants. Blocages de la circulation et des trams, plusieurs affrontements avec la police.

Caen : 17 à 40 000 manifestants. Occupation rapide du conseil régional puis blocage du périphérique et affrontements avec les CRS venus déloger les indésirables. Un photographe et plusieurs flics blessés par les pierres. Une dizaine d'interpellations.

Angers : 15 à 17 000 manifestants. Affrontements devant la préfecture et barricades.

Ile-de-France : Nombreux blocages le matin avant de rejoindre les manifs de l'après-midi. Carrefour Pompadour à Créteil (bouchons sur la N186 et N6), de la N7 pendant quatre heures vers Fontainebleau, de la place de la Boule à Nanterre pendant deux heures. A St Ouen l'Aumône, des pierres et molo-

avant tout grâce aux casseur-e-s, grâce à tou-te-s celles et ceux qui ont participé aux actions de blocage et de sabotage, grâce à tou-te-s celles et ceux qui ont pris au pied de la lettre leurs slogans «*... ou alors ça va péter, ça va péter !*» (tandis qu'eux-mêmes n'avaient qu'une peur, celle que cela se réalise bel et bien), que le CPE est mort-né et que Villepin a été ridiculisé au sommet de l'Etat.

Tout ceci n'aurait bien sûr pas été possible non plus sans la mobilisation des centaines de milliers voire des millions de personnes lors des diverses manifs de début février jusqu'à mi-avril. Au-delà des conflits avec les syndicats, la complémentarité des moyens d'action a été une de nos grandes forces.

Mais en réalité, ce que nous retiendrons de tout ça, c'est bien plus que le «remplacement» ou le «retrait» du CPE. Nous nous souviendrons longtemps de cette *union pour un mouvement populaire* opposée à l'autre *Union pour un Mouvement Populaire*, nous retenons ce qui s'est passé entre nous, ce que nous avons commencé à construire ensemble comme ce que nous avons commencé à détruire ensemble.

A Grenoble, la première manif (le 7 février) a annoncé la couleur puisqu'en fin de manif le parvis de la préfecture a été envahi par des dizaines de manifestant-e-s, qui ont descendu les trois drapeaux nationaux pour les remplacer par des drapeaux rouge et noir. La frontière de la légalité était déjà franchie. Et cela n'a plus cessé, jusqu'aux actions du 11 avril visant en vrac agence d'intérim, agence immobilière, ANPE et médias locaux (Dauphiné Libéré, France Bleu Isère, M6-Grenoble).

Le 18 mars, en fin de manif, alors que la BAC en était encore à parader au milieu des manifestant-e-s, une grosse partie du rapport de force s'est joué pour la suite du mouvement à Grenoble : après avoir arrêté deux personnes, la BAC est obligée de sortir flashballs et tonfas pour repousser les manifestant-e-s en colère, qui se mettent à caillasser en vrac la BAC et les CRS. Les mecs de la BAC reviendront casqués et resteront dès lors bien à part des manifestant-e-s. La prise de conscience et la révolte prennent de l'ampleur.

Les 23 et 28 mars, ça part carrément en émeutes dans le centre-ville. Ce que redoutait Sarkozy se réalise, la connexion entre étudiant-e-s et jeunes des banlieues est intense (on pourra bien sûr regretter que ces moments de lutte commune soient bien souvent restés sans lendemain, pour le moment en tout cas). Le rapport de force est tangible, la révolte n'est plus symbolique mais bien concrète. En nuisant à la police et plus largement aux tenants du maintien de l'ordre, nous sortons de la résignation et de l'impuissance habituellement ressenties. Destructions et transformation de la ville pacifiée en lieu d'émeute sont synonymes de création, et inversement. Nous avons tou-te-s plus ou moins conscience que vivre dans un monde que nous choisirions devient impossible sans la destruction complète du monde actuel. Ainsi, lorsque nous détruisons ce qui nous opprime, nous participons à ouvrir les brèches qui nous permettent de créer de nouveaux rapports sociaux.

La violence insurrectionnelle (et donc destructrice) des manifestant-e-s porte en elle les germes de la construction d'une vie passionnante, une vie dépassant le cadre de la *survie* (que celle-ci soit sous-prolétaire ou bourgeoise, «occidentale» ou du «tiers-monde»), une vie réappropriée des mains de l'Etat et des patrons, abolissant le *travail-famille-patrie-télé*. La créativité contenue dans cette violence exprime l'impatience d'en finir avec la dépossession de nos vies, la négation en actes des rôles dans lesquels nous sommes censé-e-s rester enfermé-e-s.

Si les moments d'émeutes à Grenoble n'ont pas été aussi violents qu'à Paris ou qu'ailleurs, si les débordements ont été plus discrets dans certaines villes qu'à Grenoble, il paraît clair qu'un même état d'esprit insurgé se retrouvait partout. Les moyens spontanés ont parfois manqué pour matérialiser la révolte. Peut-être que des connexions vont se solidifier et s'inscrire dans la durée. Peut-être que nous saurons mieux prendre des initiatives émeutières, sans attendre que les flics eux-mêmes déclenchent l'affrontement (on a vu le 4 avril qu'ils pouvaient rester muets face à des caillassages quand ceux-ci arrivaient dans des moments stratégiquement gênants pour eux).

Dans l'ensemble du mouvement, les actions directes ont été utiles. Caillasser les flics, briser une vitrine ou retourner une voiture, ça n'a pas forcément un impact direct sur le pouvoir en place, mais ça augmente la tension, ça nuit à la paix sociale, ça augmente l'impact de notre lutte. Bien sûr, il reste encore plus intéressant, dans la mesure du possible, de cibler nos actions.

L'illégalité comme conséquence de la désobéissance

> " Le refus d'être esclave est vraiment ce qui change le monde. "
> Raoul Vaneigem, Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations, 1967, p.265.

La *délinquance*, comme désobéissance spontanée, comme opposition radicale à la citoyenneté, porte en elle la contradiction profonde de l'organisation des lois de cette société. Face au mépris généralisé qui lui est renvoyé sous forme passive (désintérêt massif pour la vie *citoyenne* ou la politique *institutionnelle*) ou active (délits de toutes sortes - émeutes, sabotages, destructions, vols, économie parallèle, etc.), le pouvoir ne cesse d'accroître les moyens dont il dispose pour contrôler la population.

Comme le veut la très citoyenne remarque : «*plus vous commettrez d'infractions, plus ils mettront en place des moyens de contrôle pour vous en empêcher*». Tout bon *citoyen* devrait aller au bout de ses idées

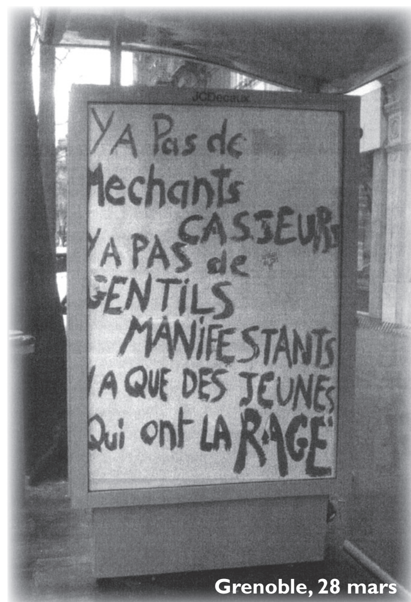

Paris (Invalides), 23 mars

tovs volent sur le lycée, où les individus entrent y briser un peu de matériel. Il sera ensuite fermé administrativement.

Mercredi 5 avril
Début des consultations du «groupe des six», avec quatre syndicats historiques (CFDT, CGT, CFTC, FO). Officiellement, ceux-ci ont répété leur exigence d'obtenir de l'UMP le vote d'une proposition de loi abrogeant le CPE avant le 17 avril, date des vacances parlementaires. L'Australie déconseille à ses ressortissants de voyager en France.
Nantes : blocage à l'aube du Marché d'intérêt national pendant trois heures.
Lannion : blocage de la Technopole Pegase, centre de recherche sur les télécommunications.
Poitiers : des herses aux neufs points d'accès de la ville retardent de plusieurs heures le démarrage de l'activité économique.
Rennes, Lorient : blocage de routes. A Rennes, une conférence parodiant les clandestins (cagoules, armes factices, etc.) précise «*nous ne désarmerons pas, jusqu'à la satisfaction de nos revendications*» et réclame l'amnistie «*de toutes les personnes interpellées depuis le début du mouvement*» (et ceux de novembre ?).
Toulouse : occupation de deux centres de tri postal puis, la nuit, blocage pendant deux heures d'un convoi routier transportant à Blagnac un tronçon de l'Airbus A380.
St Etienne : opération gratuité au péage de la Vienne.
Chambéry, Lille : occupation des voies de chemin de fer.
Montpellier : un local de l'UMP est saccagé et déménagé (chaise, tables, armoires) sur la voie publique.
Nanterre : occupation d'un centre de tri postal.
Avignon : un bureau du Medef est déménagé sur la voie publique.

Jeudi 6 avril
Poursuite des consultations du «groupe des six», avec la CGC et le Medef le matin, la FSU, l'UNSA et les orgas lycéennes et étudiantes l'après-midi. La présidente du Medef déclare à sa sortie «*Il est temps que l'on retrouve la voie de la raison et que la France se remette en marche*», lâchant le gouvernement 45 universités bloquées et 10 fermées, 126 lycées bloqués et 350 perturbés selon le ministère.
Paris : occupations des voies de la gare de l'Est et St Lazare le matin, de celles de la gare du Nord l'après-midi, qui finit pour une partie en tentative de bloquer le périphérique à porte de Clignancourt. Un bus vide est utilisé comme bélier pour forcer un barrage de CRS porte de La Chapelle. Une manif sauvage le soir partie de Belleville finit chargée vers Oberkampf. Une permanence UMP est saccagée rue Chevet (11e) dans la nuit.
Toulouse : Blocage de plusieurs

policières et conclure par un «*soumettez-vous, cessez donc de vivre*», qui serait du meilleur effet.
La démocratie s'est arrangée pour acheter la paix sociale avec son lot de divertissements (télé, gadgets, tout le matériel du *spectacle*). En rajoutant la couche *participative* (associations, festivals, élections, débats avec nos sauveurs les «élus», etc.) [1], la gauche citoyenne a espéré canaliser les mécontentements sociaux, mais elle n'a pas plus réussi en cela que les religieux et autres récupérateurs de tous bords. En réalité, la solution ultime pour la coalition Etat/capital est bel et bien la répression et sa meilleure alliée : la prévention sécuritaire. L'idéologie sécuritaire n'a pas attendu l'accroissement de la délinquance et des pratiques illégales pour renforcer son dispositif (police, armée, milices privées, services «sociaux», prisons, vidéo-surveillance, satellites et autres contrôles des moyens de communication, puces RFID, biométrie, etc.). A nous de renverser la remarque citoyenne précitée : «*plus l'Etat et les entreprises privées mettront en place des moyens de contrôle pour nous empêcher de vivre en toute illégalité, plus nous mettrons en place des moyens d'y résister et d'y échapper*». Tout-e bon-ne *délinquant-e* devrait aller au bout de sa désobéissance active et conclure par un «*insoumission ! c'est maintenant que nous vivons*» qui serait du meilleur effet [2].
Dans le genre banale délinquance, tous les médias se sont jetés récemment sur les prétendus et controversés 300 000 euros de dégâts commis dans la galerie des amphis (UPMF), «saccagée» essentiellement par des graffitis inscrits sur tous ses murs... Ce lieu, habituellement étroitement limité à la réception passive de cours menant les étudiant-e-s droit à l'intégration dans un monde privé ou fonctionnaire, dans l'objectif d'être toujours rentables et soumis-es, est devenu pendant une bonne trentaine de jours d'occupation un lieu de vie, d'échanges humains, et quoi qu'on en dise, de création et d'autogestion, parfois de création à travers la destruction (toute partielle) d'un lieu de toute façon inhabitable et aux mains d'un président d'Université (monsieur Courlet) qui représente à lui seul tout ce qu'il y a de plus puant dans les institutions de ce monde (l'arrogance du pouvoir, mais aussi son hypocrisie, ses mensonges et manipulations, par dessus tout ses volontés de préserver ses privilèges). Qui décide de quoi au sujet de cette galerie des amphis ? Qui décide de quoi dans cette université comme dans les autres ? Qui décide de quoi dans ce monde ? Qui *peut* décider de quoi ?



Grenoble, 28 mars

(...)

Les médias, encore eux, cherchent à *décrédibiliser* notre lutte en annonçant partout que les grands gagnants du mouvement anti-CPE sont Sarkozy (qui devient le seul présidentiable envisageable pour l'UMP), le PS (la gauche unie profite toujours aux plus pourris) et les syndicats (en particulier la CFDT dont le grand mérite serait d'avoir été présent jusqu'au bout... jusqu'au bout de quoi ?). Ce que nous savons, c'est que *nous* ressortons plus déterminé-e-s que jamais de ce mouvement. Ce mouvement, nous le prolongeons, sous d'autres formes. Pendant ces semaines de lutte, d'émeutes, de blocages, d'occupations, nous avons vécu ce que nous choisissions de vivre (dans la mesure ou «choisir» était possible). Nous n'avons pas fait *comme on nous a dit de faire*. Nous avons rencontré des gens avec qui nous avons des pratiques et des réflexions communes, pratiques et réflexions qui tranchent avec les politiques institutionnelles et électoralistes. C'est en restant calmes que nous aurions fait «le jeu» de Sarko, du PS et de la CFDT ! C'est à coup sûr en nous calmant que ceux-ci se réjouissent des perspectives électorales de 2007. *Pourquoi on resterait calme ?*

L'autonomie actuelle de nos luttes est forte en ce qu'elle est incontrôlable et agissante. Tout en restant incontrôlables, nous serions encore plus fort-e-s en étant organisé-e-s en réseaux d'entraide. Restons en contact, continuons d'en créer de nouveaux. Répandons nos désirs.

Grenoble, 20 avril 2006
Les enragé-e-s ouvrent le bal

[1] Notons que la gauche est loin d'avoir le monopole du «participatif» puisque toutes les émissions de télé ou de radio appellent leurs téléspectateur-ice-s ou auditeur-ice-s à «participer» en «intervenant» d'une façon ou d'une autre (poser une question à l'antenne, participer à un jeu, un sondage, un «vote», sans oublier bien sûr tout ce qui touche à la «télé-réalité»). C'est aussi ça la «démocratie participative».
[2] Et au-delà de la démarche individuelle, penser l'organisation collective de réseaux *criminels* (au sens subversif du terme) de résistance et d'offensive semble nécessaire, non ?

accès des usines Airbus à Colomiers et St Martin du Touch. Occupation des voies de la gare Matabiau, échauffourées et 6 blessés. Saccage le soir du local de l'Unef dans l'Université du Mirail, occupée et bloquée depuis 5 semaines.
Rennes : saccage du local de l'UNI à la fac de Droit. Occupation d'une ANPE d'où les dossiers et le mobilier sont déménagés puis les offres d'emploi brûlées place de Bretagne.
Strasbourg : blocage du Pont de l'Europe.
Pau, Lille, Narbonne : occupation de la gare.
Nantes : barrage sur la N137. Occupation de l'ANPE de Monzie d'où le mobilier est déménagé.
Millau : deux députés UMP qui animaient une réunion publique sont «sequestrés» pendant une heure.
Caen : occupation de la gare, où les keufs se prennent des pavasses avant de réussir à la dégager, pourchassant les manifestants dans toute la ville. Un flic blessé, une dizaine d'interpellations.
St Etienne : blocage d'un des gros ronds-points de la ville avec des chariots de supermarché.
Le Mans : blocage d'une zone commerciale puis de l'accès à l'autoroute et de la rocade de la ville.
Boulogne sur Mer : blocage du port avec les marins-pêcheurs.
Orly : blocage des accès à l'aéroport pendant quatre heures, notamment par la N7.
Grenoble : blocage dès 6h en plusieurs points, puis manif sauvage. Bordel dans un supermarché Géant Casino, où des étudiants en solde repartent avec quelles denrées négociées.
Marseille : blocage de grands axes routiers et de l'accès au Port.
Ile de France : blocage de la A1 à St Denis, de la route de Mitry à Aulnay, de la zone industrielle de Courtabœuf aux Ulis. Blocage d'un carrefour à Elancourt.

Vendredi 7 avril
50 universités et 318 lycées perturbés ou fermés selon le ministère. Le Premier ministre réaffirme qu'il est pour l'«aménagement» déjà proposé et non pas le retrait, le «groupe des six» rendra ses propositions lundi. Début des vacances de Pâques en Ile-de-France et Aquitaine.
Paris : Un sit-in devant La Sorbonne part en manif par St Michel (où une voiture renverse délibérément 11 personnes avant d'être retournée) et finit par tenter de rejoindre un rassemblement devant La Santé, encerclé. Une autre manif, partie le soir d'Arts et Métiers en passant par Beaubourg finit à St Paul avec quelques échauffourées. L'émission de France 2, «On a tout essayé», est victime d'un piratage le soir depuis la régie : une phrase sur fond noir demande le «retrait du CPE».
Bordeaux : Manifestation devant l'Ecole nationale de la magistrature, puis occupation du siège du Medef.
Perpignan : blocage tout l'après-midi de la place de la Catalogne, carrefour névralgique de la ville.
Boulogne sur Mer : blocage des voies de chemin de fer.
Nantes : blocage des dépôts de bus et tram de la Semitan, puis du pont de Cheviré et de la zone commerciale Atlantis.
Rennes : occupation d'un centre de tri postal jusque pendant la nuit.
Amiens : péage gratuit sur la A16.
Le Havre : occupation des locaux du député UMP du coin, puis rapidement du palais de justice et de la mairie.
Seine St Denis : Blocage de la N20 à Bagneux pendant une heure, de la A3 à Rosny-sous-Bois par des lycéens de Noisy, des RER A et B vers Aulnay sous Bois. Les lycéens de Montreuil descendent sur l'autoroute.
Seine et Marne : blocages mobiles de la N7 et N152.

Samedi 8 avril
Nanterre : au lendemain de la réouverture de l'université, un incendie dans une cage d'escalier du bâtiment G de sciences-éco ferme l'immeuble pour une bonne semaine.
Toulouse : occupation par 200 personnes de la galerie marchande du centre commercial Auchan-Gramont, les boutiques et l'hyper sont rapidement fermés, les vigiles se prennent des lances à eau dans la tronche.
Pau : une centaine de personnes manifeste devant le Palais des sports où se tient la rencontre de Coupe Davis de tennis France-Russie. Trois réussissent à péné-

• Un jeune de 18 ans a été condamné à deux semaines de prison ferme vendredi 24 mars à Orléans, pour avoir lancé une bouteille de bière sur les CRS la veille. «***Je ne trouvais pas ça grave, ça n'a tué personne***» a déclaré l'apprenti-cuisinier qui, à la sortie du bureau du procureur, a lancé «***je t'encule***».

(*Libération*, 25/26 mars)

• Les mots ont volé dans la salle d'audience du tribunal comme sur une table de ping-pong, hier, à Nantes.

« ***L'Etat bourgeois vous reproche un certain nombre de choses***», ironise le président Michel Autem. Des jets de canettes de bière en direction des CRS postés devant la préfecture, lors des manifestations anti-CPE à Nantes. «***Nous avons affaire à un révolutionnaire***», poursuit le président. En face de lui, Etienne, 25 ans. «***Le monde du travail ne veut pas de moi, moi non plus***». Il a un peu touché au bâtiment comme électricien. «***Mais vous avez une formation alors ?***» Etienne répond : «***Les classes moyennes aiment bien les ouvriers sous-qualifiés et s'en servent comme larbins***». Chuchotements approbateurs dans la salle d'audience où, au premier rang, sont massés des supporters.

Le président insiste : «***Donc, vous ne faites rien ?***» «***Non !***» «***Le logement ?***» «***Je paye pas... Et ça marche***», poursuit Etienne, un brin provocateur. Il perçoit quand même le RMI. (...) Quand le président interroge le prévenu sur les jets de canettes, ce 28 mars où plus de 50 000 personnes défilent contre le CPE, Etienne répond : «***Sur les faits, j'ai rien à dire***». Et il se rassoit, puisque le président l'a prévenu que ses «***déclarations philosophiques***» ne l'intéressaient pas. Au suivant.

(*Ouest-France*, 10 mai 2006)

Etienne prendra 50 heures de Tig, et les deux autres accusés du même délit (dont l'un déclarera devant le tribunal qu'il «***trouve stupide***» de jeter des canettes sur les flics), un mois ferme.

trer sur le court en plein match et à faire le tour du terrain.
Lyon, Caen, Mans : petites manifs sauvages.

Dimanche 9 avril

La 8e coordination nationale étudiante réunie à Bron (Lyon II) appelle à maintenir des journées d'action de blocage des facs et des gares le mardi et jeudi, quelles que soient la décision du gouvernement prévue le lendemain, demandant toujours «*le retrait total de la loi sur l'égalité des chances et du contrat nouvelle embauche (CNE)*», tout en «*appelant les syndicats à rompre immédiatement toute négociation et à appeler immédiatement à des manifestations régionales et à la grève générale jusqu'à satisfaction de nos revendications*». « *Si le gouvernement supprime la loi dite sur " l'égalité des chances " et le CNE, ce sera une première victoire pour le mouvement. Cela montrera que le rapport de force est en notre faveur. Il faudra alors profiter de la brèche ouverte pour imposer, avec les salariés, les sans-papiers et les précaires, nos autres revendications* ».

Lundi 10 avril

Le gouvernement annonce le matin qu'il remplace le CPE par des «*mesures pour les jeunes en difficulté*». Sur 62 universités non encore en vacances, 33 sont perturbées et 19 bloquées. Certaines commencent à voter la fin du blocage l'après-midi (***Angers, Lyon II, St Etienne, Lille II***), d'autres le reconduisent (***Toulouse, Lille I, Nantes, Le Havre***).
Paris : le dépôt de bus de la rue Lebrun (13e) est bloqué pendant plusieurs heures, empêchant la sortie des bus de trois lignes.



Nantes : blocage du dépôt des éboueurs de la Communauté urbaine (CUN) à Morrhonnière. Il durera trois jours.

Mardi 11 avril

Début d'examen de la proposition de loi «*pour l'accès des jeunes à la vie active*» à l'Assemblée, qui remplace le CPE et prévoit des aides pour les patrons qui embauchent un moins de 26 ans «en difficulté» en CDI.
27 universités bloquées et 4 fermées, selon le ministère. La levée des blocages continue avec ***Rennes II*** (votée pour deux jours), ***Poitiers***, ***Reims, Pau*** ou ***Nancy***.
Toulouse : blocage des deux dépôts de bus de Tisseo-SMTC, empêchant tout bus de circuler pendant la matinée. Deux agences d'interim sont saccagées par un petit groupe qui y tague aussi «*La lutte continue*».
Perpignan : blocage de la voie ferrée. Une jambe cassée lors de l'expulsion.
Nantes : occupation du tarmac de l'aéroport à 7h30, suivie de l'intervention des keufs.
Grenoble : 2000 manifestants. Le mobilier d'une agence d'interim et d'une agence immobilière sont déménagés, occupation rapide des locaux du *Dauphiné Libéré* puis des locaux de *Radio-France Bleu Isère* pendant trois heures. Déménagement d'une ANPE.
Paris : le président du syndicat lycéen UNL se fait virer de la tête de la manif. La vitre du local du PS du 3e arrondissement, rue Charlot, essuie plusieurs coups de masse.
Rouen : barrage filtrant à l'entrée de la ville, provoquant un long bouchon sur l'A15.
Marseille, Paris, Bordeaux, Toulouse, Grenoble, Nancy, Rennes : manifestations de quelques milliers de personnes dans chaque ville.

Mercredi 12 avril

La proposition de loi «*pour l'accès des jeunes à la vie active*» est adoptée à l'Assemblée.
Les barrières/grilles qui isolaient le quartier de la Sorbonne du reste de Paris sont enlevées par les flics.
Grenoble vote la levée du blocage (une centaine d'occupants resteront jusqu'au 15 avril), tout comme ***Caen*** mais que ***Rennes II*** reconduit la grève avec blocage lors d'une nouvelle AG (la présidence refuse ce revirement de vote et annonce le maintien des cours pour le lendemain. La nuit, une cinquantaine de personnes force alors les portes de l'université pour s'y barricader).
Un premier bilan global annonce 822 manifestants majeurs déférés au tribunal, dont 271 passés en comparution immédiate (71 déjà condamnés à du ferme et 167 à du sursis ou TIG). 221 manifestants mineurs sont déjà passés devant un juge pour enfants (deux incarcérés) et 247 y sont convoqués.
Dijon : blocage de la zone industrielle de Longvic. Occupation du conseil général pendant trois heures.

Jeudi 13 avril

Le Sénat adopte la proposition UMP qui remplace le CPE comme les députés la veille. Il est donc définitivement voté. Le ministère recense 10 universités (sur 62 qui ne sont pas en vacances) perturbées, plus Rennes et Toulouse bloquées et la Sorbonne toujours fermée administrativement.
Rennes : La présidence, devant l'impossibilité de changer le vote de la veille et face à une réoccupation de 400 personnes, ferme administrativement l'université jusqu'au 18 avril.
Paris : petit rassemblement devant la Sorbonne.
Nantes : 150 étudiants s'opposent à la tenue d'un référendum sur la reprise. Idem à ***Montpellier-III***.

Vendredi 14 avril

Paris : un bilan de la préfecture de police annonce depuis le début du mouvement 2143 interpellations, 1478 vérifications d'identité, 547 garde-à-vue, 85 comparutions immédiates (donnant 32 peines de prison ferme) et 128 comparutions à venir.

Samedi 15 avril

Caen : blocage des accès au centre commercial Mondeville 2.

Dimanche 16 avril

La 9e coordination nationale, réunie à Nancy, vote l'élargissement des revendications (demandant «*l'abandon du projet de loi sur l'immigration et du plan de prévention de la délinquance*») et appelle à des journées d'action les 18, 25 avril et 1er mai. «*La coordination nationale condamne le contenu et les conclusions des pourparlers engagés entre les dirigeants syndicaux et l'Etat UMP. Ces démarches laissent intactes la LEC et le CNE. De plus, seul le mouvement de lutte est légitime pour signifier la victoire ou la défaite de la lutte* ».

Mardi 18 avril

Retour des vacances de Pâques dans la zone qui a commencé le mouvement et reprise des cours à Rennes II et Toulouse-Le Mirail, Nantes et Montpellier III (plus Dijon, Grenoble et Strasbourg) malgré quelques tentatives d'empêcher la reprise à plusieurs endroits.
Le ministre de l'Economie, Breton, publie les chiffres des dégâts (essentiellement le nettoyage, du mobilier

et quelques dégradations, parfois du personnel de sécurité supplémentaire) : 600 000 € à l'EHESS, 550 000 € à la Sorbonne, 300 000 € à Grenoble III, 150 000 € à Toulouse II, 100 000 € à Rennes II et Nanterre, 50 000 € à Nantes. Jérémie Giono, responsable de l'Unef à Grenoble déclare : «*on a été débordés par des gens incontrôlables. On condamne ces dégradations. On s'est même proposés de repeindre les murs*».
Rennes : manif de 300 personnes qui perturbent la gare. Déménagement d'une mission locale de l'ANPE et perturbation d'un Quick.
Caen : 80 manifestants occupent la présidence de l'université, dont le mobilier est déménagé et des murs tagués.
Grenoble : des journalistes de France 3 se font sortir de l'AG qui se tient Gallerie des amphis.
Paris : rassemblement de quelques centaines de personnes place d'Italie, avec des sans-papiers (81 d'entre eux qui squattaient en face de l'université Tolbiac ont été expulsés le 14 avril).
Toulouse : occupation des locaux de la TLT (régie de transports de la ville).

Jeudi 20 avril
Toulouse : occupation de la radio Le Mouv. L'université Le Mirail, en un baroud d'honneur, revote la grève, mais sans le blocage.
Caen : blocage des accès du supermarché Carrefour Côte de Nacre.

Dimanche 23 avril
La 10e coordination nationale, se réunit à Bordeaux III, pour faire durer le plaisir des coquilles vides : «*La grève reconductible avec blocage, les manifestations massives, l'unité réalisée entre la jeunesse et les salariés créant la menace de grève générale des travailleurs et les actions ont donné sa force à notre mouvement. Même si les cours reprennent pour l'instant dans un certain nombre d'universités, un mouvement d'ensemble des jeunes et des travailleurs reste nécessaire pour chasser Chirac, son gouvernement et sa politique*». Elle appelle à des manifs sur les tribunaux le 25 avril et des meetings pour l'amnistie le 9 mai. Les 60 mandatés présents à cette coord' sont tous nommés porte-parole.

Lundi 24 avril
Retour des vacances de Pâques dans la seconde zone et reprise des cours à Bordeaux et l'Ile de France (Nanterre, Tolbiac, Jussieu, Censier,...).
Paris : La Sorbonne est réoccupée puis expulsée en soirée sous l'orage. Départ en manif sauvage, plusieurs banques, des commerces, *Charlie Hebdo*, une permanence du PS sont attaqués. Le cortège s'autodissout avant Bastille où se sont groupées les forces de l'ordre en masse.

Mardi 25 avril
Paris : Villepin se rend à la Sorbonne, rebouclée. 200 manifestants sont repoussés par les keufs

Mardi 1 mai
Grenoble : un leader local de l'UNEF est entarté pendant la manif traditionnelle.

Mardi 2 mai
Retour des vacances de Pâques dans la dernière zone et reprise des cours à Lille et Aix-Marseille.

Notes :
- le pays compte encore 84 universités et 4 330 lycées.
- «perturbé» signifie que certains cours ont encore lieu, ou qu'une partie seulement des lieux est occupée et bloquée.
- les citations sont des journaux.
- la chronologie est plus développée sur la région parisienne uniquement parce que nous y disposons de plus précisions.
- le chiffre de participation aux manifestations est celui des keufs puis des organisateurs.

[Bien entendu, nombre de ces infos sont tirées de la presse ou des indymedia, ce qui doit les relatiser. Corrections bienvenues pour une mise à jour plus complète.]

Après des années d'incarcération et de torture blanche, Joëlle Aubron est morte le 1er mars 2006.

• Zürich, 16 mars
(AP) Des inconnus ont répandu jeudi une substance nauséabonde dans trois voitures du TGV Zürich-Paris, incommodant certains passagers.
De l'acide butyrique, une substance inoffensive qui dégage une forte odeur de beurre rance, a été déversé dans le wagon de tête vers 7h18, au départ de Zürich. Après l'arrêt en gare de Berne, plusieurs passagers se sont plaints de la puanteur, a précisé Roland Baumann, porte-parole des Chemins de fer fédéraux suisses (CFF). Au total, trois voitures de première classe ont été affectées. Le train a ensuite été stoppé durant 45 minutes en gare de Neuchâtel (Suisse), le temps pour la police et des spécialistes de contrôler le train. Les voitures concernées ont été fermées et les passagers ont poursuivi leur voyage dans des wagons de deuxième classe. Le TGV a pu repartir de Neuchâtel avec une demi-heure de retard pour Pontarlier, en France, où les voitures de tête ont été remplacées. Les CFF ont porté plainte.
Le groupuscule "Pour une perspective révolutionnaire", a revendiqué cet acte dans une télécopie envoyée à l'agence Associated Press (AP). Dans leur communiqué, les auteurs rendent hommage à la Française Joëlle Aubron, membre du groupe terroriste Action directe, condamnée à la prison à vie pour meurtres et décédée récemment.

• Athènes, 11 mars
(AFP) Dix-huit voitures ont été brûlées dans cinq attentats contre des concessionnaires automobiles français Renault et Citroën, tôt samedi matin à Athènes, par solidarité avec Action directe (AD), dont trois membres entament leur 20e année de détention.
Samedi soir, la télévision privée grecque Méga a indiqué qu'un groupe intitulé "Cellules révolutionnaires de solidarité" avec AD, a revendiqué ces attentats lors d'un appel téléphonique anonyme à cette chaîne. Les attaques ont été menées quasi-simultanément contre les cinq représentations, quatre de Renault et une de Citroën, situées l'une dans le centre-ville, les autres dans des banlieues distantes entre elles, a-t-on appris de source policière.
Une série d'attentats sans gravité contre des intérêts français ont été commis il y a deux semaines à Athènes au nom d'AD. Quatre voitures avaient été endommagées le 26 février, dans une action contre une succursale de Renault, tandis que la veille, un autre attentat sans gravité a été commis contre une succursale de la banque française, BNP Paribas.

• Zürich, 1er mars
«Le soir du 1er mars 2006, nous avons brûlé une voiture diplomatique (cc = corps commercial) de l'*Agence Française pour les Investissements Internationaux* à Zürich : solidarité avec Ibrahim Abdallah et avec les prisonniers d'Action Directe. Honneur à la camarade Joelle Aubron qui est morte»

• Paris, 27 février
«Dans la nuit du dimanche 26 au lundi 27 février, les vitrines d'un concessionnaire Renault ont été endommagées à coups de boules de pétanque rue Championnet dans le XVIIIème arrondissement de Paris. Un tag réclamant la libération des prisonniers d'Action Directe a également été apposé. Cette action prend place dans le cadre d'une journée internationale de mobilisation en faveurs des prisonniers d'Action Directe, 19 ans après leur incarcération et un an après la fin de leur peine de sûreté. Face à l'acharnement répressif toujours actuel de l'Etat contre des individus qui ont fait le choix de la lutte politique révolutionnaire sans compromissions, leur libération comme toute subversion du système actuel ne viendront que de rapports de forces qui ne peuvent exclure la question de la violence révolutionnaire.
Pour toutes ces raisons, n'oublions pas notre histoire, libération pour les prisonniers d'Action Directe et pour les autres, feu aux prisons.»

• Berlin, 17 février
(AFP) Un groupuscule allemand proche d'Action Directe (AD, extrême-gauche française) a revendiqué deux attaques contre des cibles françaises à Berlin par solidarité avec des détenus d'AD, dans un courrier parvenu lundi à l'AFP.
Dans la nuit du 16 au 17 février dernier, des incendies ont été déclenchés dans une filiale du groupe automobile Renault, tandis qu'un centre culturel français privé a été maculé d'inscriptions, a précisé dans ce courrier le groupuscule nommé "militante gruppe" ("groupe militant").
Un collaborateur de Renault a précisé à l'AFP que deux camionnettes avaient été incendiées.

Le grondement de la bataille et la plainte des pleureuses

Le mouvement anti-CPE s'est presque terminé comme il avait commencé. Tout est rentré dans l'ordre, ou presque. Car il nous reste le goût des affrontements collectifs, du bordel dans les rues qui laisse libre cours à l'imagination de chacun, et d'avoir vécu —après les émeutes de novembre— une seconde fois en peu de temps quelque chose de *différent*. Non par sa forme, seule l'intensité a surpris, mais par son contenu réel, les rapports et les possibilités de nous avons ressentis, par ce sentiment diffus d'une continuité dans la conflictualité qui laissera des traces.

Et comme après novembre 2005, les procès continuent dans l'indifférence du plus grand nombre. Si les peines sont plutôt «légères» au regard de ce qui se distribue quotidiennement dans les cours de massacre de la République nommées tribunaux, elles sont toujours trop lourdes. Petit aperçu hors de Paris, au gré des trouvailles :

• A Lyon, début juin Stéphane est condamné à 6 mois ferme en appel, accusé de vol avec violence du sac d'une RG.

• A Metz le 5 septembre, le procureur a réclamé deux mois avec sursis contre huit personnes accusés d'avoir jeté le 3 avril des ballons de peinture sur le Medef et des projectiles sur les flics, et la SNCF 30 000 euros à un manifestant pour le blocage de la gare le 30 mars (verdict le 19 septembre).

• A Caen, un manifestant se mange 3 mois ferme en comparution immédiate suite aux affrontements du 6 avril à la gare. Le 13 juin, deux étudiants se prennent 2 mois avec sursis pour le blocage du périphérique du 4 avril.

• A Toulouse le 31 mars, quatre manifestants sont condamnés à 3 mois dont 1 ferme, un autre à 4 mois dont 1 ferme.

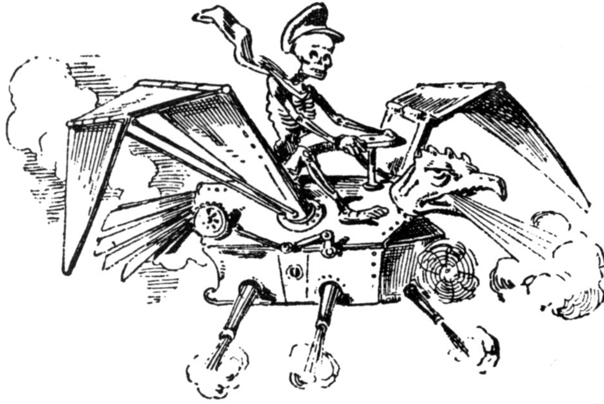
• A Grenoble le 25 mars, 12 manifestants prennent 4 mois avec sursis et un, 5 mois avec sursis. Le 30 avril, 12 autres se prennent un total de 32 mois avec sursis et un mois ferme.

• A Rennes le 17 mars, deux manifestants (chômeurs) se prennent 4 mois avec sursis et 6 mois avec sursis. Un autre manifestant (chômeur de 22 ans), accusé de jet de molotov se prend 10 mois ferme. Le 24 mars, un SDF accusé de jet de pavé se prend 8 mois dont 3 ferme. Le 29 mars, un lycéen de 18 ans accusé de dégradation d'une armurerie, incendie de poubelle et agression d'un manifestant se prend 8 mois ferme. Ce jour-là, trois autres lycéens du même âge se mangeront du ferme, de un à trois mois.

La mobilisation contre le Contrat Première Embauche a investi comme une évidence le terrain de l'opposition à la précarisation générale du travail salarié, qui s'impose dans la phase actuelle de restructuration capitaliste comme mode privilégié de gestion de la force de travail. La question est de savoir quelles perspectives de lutte un tel constat est en mesure de dégager. Car, enferrée dans la litanie syndicale et gauchiste de défense des acquis sociaux et du droit du travail, extrêmement prégnante dans le cycle actuel de luttes, cette opposition peine à se dégager d'une stricte réactivité, qui consiste davantage à invoquer un contre-modèle de stabilité et de sécurité salariales incarné par exemple par le CDI. Une réactivité qui établit une hiérarchie des différents contrats de vente de la force de travail en fonction du caractère plus ou moins tolérable de chacun d'entre eux. Nous nous intéresserons donc principalement ici à cette rhétorique, tout en sachant que les luttes sont parvenues d'elles-mêmes par endroits, grâce à leur richesse, à la dépasser matériellement et théoriquement.

CPE, CDD, CDI, etc.

D'abord, le contrat de travail n'est pas autre chose que la formalisation juridique du rapport social qu'est le salariat. A l'existence d'un marché du travail défini comme libre, c'est-à-dire sur lequel certains vendent à d'autres leur force de travail, répond une contractualisation de cette relation. Certes, sa nature juridique a évolué. D'abord limité à une dimension purement individuelle (transaction entre deux individus), le contrat de travail, à travers l'avancée de la législation sociale caractéristique du fordisme et l'apparition des conventions collectives, s'inscrit progressivement dans un cadre collectif. Surtout, au-delà de sa forme juridique, il s'agit structurellement de la définition réglementaire des conditions de l'exploitation, ou, pour le dire autrement, de la fixation des modalités et de l'intensité de l'extraction de la plue value. Il ne s'agit pourtant pas de dire à l'opposé des syndicats que tous les contrats sont équivalents entre eux et assimilables à l'ultime horreur du « travail forcé ». L'utilisation d'une figure repoussoir sensée radicaliser la critique du salariat et en accentuer la force de persuasion (du genre « CPE, CDI, c'est toujours le STO » ou « contre l'esclavage salarié ») entretient en fait la confusion en prenant la partie pour le tout. La mise au travail généralisée répond au processus d'accumulation capitaliste et dépasse donc tel ou tel type de situation exceptionnelle moralement ou historiquement insupportable. Le problème avec le salariat n'est pas son caractère forcé, à travers la contrainte extrême de l'esclavage ou de la saisie pure et simple et « obligatoire » de la force de travail dans le contexte d'une économie de guerre par exemple. Ce qu'il convient de combattre est la normalité du rapport salarial dans ses formes actualisées les plus banales, et auquel nous ne pouvons pas échappé, avec ou sans travail. Sans positionnement moral, les différents types de contrats de travail donnent en fait une indication sur l'état et l'intensité du rapport d'exploitation, et pour cette raison répondent chacun à des conditions matérielles précises. La critique de l' « institutionnalisation » de la précarisation du travail dont il est question avec le CPE et le CNE se place bien en deçà de ce qui est en jeu. D'abord parce que ce qui pose problème est moins l'institutionnalisation de la précarisation, que le mouvement réel de précarisation qui est devenu la règle du rapport salarial depuis plusieurs dizaines d'années. Une précarisation du travail qui passe par la flexibilisation de la main d'œuvre et l'abaissement tendanciel du coût du travail, sans retour en arrière possible. Ensuite parce que le CPE et le CNE appartiennent à un dispositif général (annualisation par les 35 heures, emplois-jeunes, CES, RMA, projet de nouveau CDI...) visant à faire entrer en adéquation cette situation avec les règles juridiques à disposition. Enfin, parce que s'attaquer à une norme conditionnant l'extraction de la plue value doit pouvoir non pas dessiner un retour à un salariat plus sécurisé, mais bien nourrir les désirs d'abolition du salariat lui-même. La dénonciation de l' « institutionnalisation » de la précarisation du travail salarié trouve au sein du mouvement contre le CPE un de ses principaux canaux d'expression dans la mise en cause du recul inacceptable des droits sociaux. Des droits sociaux conquis au fil de décennies de luttes sociales et ouvrières. Une véritable chape de plomb doctrinale se constitue, dont l'ampleur et l'écho, mais également l'impuissance et la tristesse qui s'en dégagent nécessitent de s'en défaire. Cette doxa communément admise prend appui sur des slogans tels que « nos luttes ont construit nos droits », sur des mots d'ordres de défense acharnée du droit du travail (« on s'est battu pour le gagner on se battra pour le garder »), mettant à l'index un CPE accusé d'être la tête de pont d'une entreprise patronale et gouvernementale de démantèlement programmé du Code du travail, ou encore de refonte du contrat de travail au profit du seul patron. La nécessité d'un changement de perspective s'exprime alors en ces termes : ressasser à l'infini la défense du droit du travail et en appeler à l'Etat pour garantir son intégrité menacée par l'hydre libérale, ou prendre acte (pour la combattre) d'une offensive cumulative du capital consistant à fluidifier les conditions de l'exploitation et garantir la mise au travail de



tous. Même si les deux termes évoqués sont de fait liés, l'organisation de l'attaque contre l'approfondissement de la restructuration capitaliste ne saurait se satisfaire d'un endiguement pleurnichard et timoré du recul des droits ouvriers et de la défense béate du code du travail.
La bataille présente et à venir n'a pas à confier son grondement sourd aux hurlements plaintifs des pleureuses.

Le révisionnisme par le droit

La première raison à cela est que le postulat des droits-sociaux-conquis-de-haute-lutte n'est pas autre chose qu'un a priori idéologique. Pour ceux qui en font un acte de foi, il procède fondamentalement d'une illusion rétrospective.
Le « mouvement social » labellisé de ces dernières années présente en effet cette spécificité de concentrer ses efforts revendicatifs sur la défense des droits existants, qu'il s'agit de préserver des coups de boutoir d'un libéralisme déchaîné, et sur la conquête de droits nouveaux, c'est-à-dire des dispositions juridiques régissant la vie sociale, et établissant pour chacun un certains nombre de prérogatives, de possibilités, de garanties. Une telle polarisation est caractéristique des limites intrinsèques des luttes actuelles, nées de la dissolution du vieux mouvement ouvrier. Ces limites ont émergé du démantèlement de la communauté-identité ouvrière et de l'échec du programmatisme (l'affirmation de la classe ouvrière appelée à prendre possession des moyens de production pour libérer le travail) pour promouvoir une communauté d'appartenance de substitution : la citoyenneté. L'Etat en assure la reproduction, à partir du moment où il s'agit d'une communauté qui lui est complètement intégrée. Rien d'étonnant dès lors que la colonisation de la mentalité revendicative actuelle par l'idéologie du droit s'accompagne d'une statolâtrie assumée comme telle. Le reflux de l'offensive prolétarienne depuis les années 1970 résonne dans la crispation sur la défense de l'existant, et notamment cet existant dont la fixation juridique a vertu de sacré. N'importe quel mouvement social se nourrit d'un héritage, assumé ou non, identifié ou non. Les droits sociaux, sur lesquels se cristallise l'héritage de nombre de mouvements, apparaissent comme les derniers oripeaux d'une identité ouvrière pour laquelle on éprouve de la nostalgie, même s'il est désormais impossible de la sauvegarder. En invoquant perpétuellement les bribes étatisées de la vieille identité ouvrière que sont ces droits, le démocratisme situe en fait moins son point d'ancrage dans la vielle classe ouvrière que dans les oripeaux de celle-ci médiatisés par l'Etat, et donc dans l'Etat lui-même.
L'illusion rétrospective qui anime l'hystérie démocratiste en faveur des droits consiste donc à établir que les droits sociaux (et politiques) qui existent aujourd'hui et qu'il s'agit de défendre ont été conquis comme tels et dans la même démarche par les luttes ouvrières du passé. Qu'à l'image des fiers militants des droits bafoués des sans-papiers, des chômeurs, des salariés, des mal-logés, les ouvriers ont subsumé leurs luttes dans la volonté d'inscrire leur droit au travail et à l'existence dans le marbre de la loi. Que la somme des victoires de la lutte des classes et des batailles de la guerre sociale depuis 200 ans n'est pas autre chose que l'édification lente, laborieuse et linéaire de codes juridiques. Elle consiste en fait à prêter aux prolétaires en lutte contre leurs conditions d'existence et de travail, voire contre leur condition et le travail eux-mêmes, l'outillage mental contemporain : celui de l'obsession citoyenne et judicialiste. Triste révisionnisme. Sans proposer une genèse historique du droit du travail, lançons quelques réflexions. L'élaboration de droits sociaux, parmi lesquels les droits régissant l'exercice du travail salarié, est un processus qui vient sanctionner des situations matérielles concrètes. On peut par exemple penser à la formalisation juridique d'une situation de fait existant préalablement dans des branches d'industrie. Ainsi en est-il de la loi de 1906 sur le repos hebdomadaire qui sanctionne une pratique déjà largement acquise, puisque une large majorité des grandes entreprises à la fin du XIXème siècle chôment le dimanche. De la même manière la création par l'Etat d'une assurance contre les accidents du travail se contente de relayer des institutions patronales déjà en place dans les grandes entreprises, avec des caisses d'assistance alimentées par les cotisations, les subventions et les amendes ouvrières. Par ailleurs, la représentation de l'action ouvrière entièrement suspendue à la volonté de conquérir des droits se heurte à la réalité de la praxis de la classe, c'est-à-dire au caractère anti, extra ou ante juridique de nombreuses pratiques ouvrières. Parmi ces pratiques qui précèdent le droit et qui n'éprouvent pas le besoin de s'en remettre à lui pour s'exercer, figure par exemple l'auto-réduction du temps passé au travail, c'est-à-dire l'habitude d'arracher, au grand dam des patrons, du temps non-travaillé au rapport salarial : raccourcir les journées en quittant le travail lorsque celui-ci est terminé, s'offrir la « Saint Lundi » en chômant, ou effectuer la semaine en quatre jours de travail intensif... Les ouvriers, pourtant qualifiés, qui en France ou en Angleterre pratiquaient au XIXème siècle dans la quotidienneté de leur vie au travail la Saint Lundi n'ont jamais ressenti la fièvre juridique d'en faire un droit reconnu par la société et l'Etat. Dans le même ordre d'idées, en 1936, alors que les occupations d'usines ont pris fin, la résistance au travail s'est poursuivie : quand bien même les 40 heures ont été acquises, les ouvriers poursuivent leur habitude à l'absentéisme, aux retards, au ralentissement des cadences et à l'insubordination à la discipline usinière. Comme pouvait le déclarer un cadre de Renault, « dans les différents ateliers, les ouvriers ont modifié de leur propre initiative les heures de présence, se présentant une heure plus tôt ou une heure plus tard à leur travail, et le quittant en conséquence.»
La conception « judiciariste » de l'action ouvrière semble donc procéder d'une confusion, somme toute largement répandue, entre la matérialité des luttes et des conduites des prolétaires à la base, et l'arsenal revendicatif des encadrements syndicaux et politiques du « mouvement ouvrier ». Entre la multiplicité et l'extrême richesse des pratiques réelles de la classe, et les grandes campagnes syndicales et socialistes en faveur de telle avancée sociale, dont l'existence est en effet suspendue à une identification par l'Etat et le capital. A la fin du XIXème siècle, le « mouvement ouvrier » s'est justement structuré, a étendu son emprise organisationnelle et gagné en légitimité politique en même temps qu'il a commencé à se penser dans l'horizon du droit. Sa légalisation, son érection en interlocuteur et en représentant impliquent de fait de borner son action et ses pratiques à cet horizon.

« A ceux qui veulent casser l'code du travail... »

Les exigences en termes de gestion et de reproduction de la force de travail imprimées dans le droit apparaissent si l'on s'intéresse au fameux Code du travail en

voie, donc, de démolition. Le discours sur son démantèlement est d'ailleurs assez étrange. Comme si le Code du travail, nouveau texte sacré, était autre chose qu'une législation perfectible en fonction des besoins actualisés de la mise en œuvre de la force de travail. Est-ce que les aménagements législatifs en matière de répression, la facilitation de certaines procédures de police ou de justice, de façon à adapter les prérogatives policières, le jugement et l'enfermement aux exigences de l'Etat et du capital conduisent à des levées de bouclier scandalisées contre la démolition de notre vieux Code pénal ?

Né par voie législative en 1910 et enrichi par la suite, le Code du travail est par définition une codification, celle des lois ouvrières mises en place par la Troisième République à partir des années 1870-80. La question qui se posait alors était soit de dégager un espace autonome pour les droits et devoirs relatifs à l'exercice du travail salarié, au risque de fonder un « droit ouvrier » ou une « législation de classe », soit de maintenir ces droits nouveaux au sein de l'ancien Code civil, au risque de le faire éclater. Les dites « lois ouvrières » de la jeune République sont au fondement de la législation concernant l'organisation du travail (interdiction du travail des enfants et réglementation du travail de nuit), sa durée (loi de 1906 sur le repos dominical), la sécurité (mise à la charge de l'employeur l'obligation de garantir l'ouvrier contre le risque d'accident, règles d'hygiène et de sécurité dans les usines), le contrat de travail (institution d'un délai de préavis et d'un recours avec dommages-intérêts contre le licenciement abusif), etc. Alors, quid de ces droits-conquis-de-haute-lutte ? Certes, cette œuvre législative est une prise en acte par l'Etat de la croissance de la classe ouvrière et de son potentiel de lutte. Mais ce qui est en fait alors en jeu est une vaste entreprise de domestication de la classe, condition de son intégration au fonctionnement pacifié de la société capitaliste. Face à l'émergence d'un prolétariat de grande industrie guetté par la sous qualification, le capital et l'Etat se doivent d'entretenir un nouveau rapport avec la main d'œuvre industrielle : pour le capital, s'assurer la formation et la reproduction d'une force de travail régulée nécessaire aux mutations de l'appareil productif, et pour l'Etat garantir les conditions de cette formation et de cette reproduction.

La régulation juridique de la classe ouvrière par cette codification renvoie à la nécessité de fixer des règles précises admises et reconnues par ceux que l'on veut réguler. De produire un ensemble de droits et de devoirs faisant de la communauté ouvrière une entité intégrée, un acteur du jeu social, et, à travers ses représentants légaux mêlés au fonctionnement étatique, un partenaire. Cette régulation juridique fonctionne d'ailleurs de pair avec une entreprise de régulation patronale des ouvriers sur les lieux de travail (et au-delà), à travers le renforcement de la discipline d'usine et les tentatives d'encadrement paternaliste. L'objectif est alors globalement de régulariser l'emploi industriel, ce qui implique un changement radical de modes de vie et de comportements ouvriers à l'égard du travail, considérés comme des obstacles à la fluidité du marché du travail et à la formation d'une main d'œuvre policée : stabilisation au sein d'une même unité productive en tarissant les fluctuations d'activité (limitation de la mobilité ouvrière d'une entreprise ou d'une région à l'autre), dépendance accrue au salaire (limitation des revenus de l'économie non-marchande) ou encore ancrage de la normalité salariale dans le temps de la vie ouvrière. Le code du travail inscrit donc sa nécessité dans une domination accrue du capital sur la réalité du travail ouvrier.



Droit du travail ou défaites du prolétariat ?

La mise en place du droit est certes l'expression à tel moment de l'histoire d'un rapport de force entre des groupes aux intérêts antagonistes, la formalisation d'un conflit d'intérêt matériel, par exemple entre une revendication ouvrière et la résistance patronale à cette même revendication. Mais cela ne veut pas dire que les prolétaires en lutte le sont pour conquérir de nouveaux droits. Les luttes concrètes n'ont jamais en vérité pour objet des droits. Même si une grève naît d'une revendication contre des conditions de travail vécues comme insupportables, contre telle ou telle mesure disciplinaire ou en faveur d'une augmentation salariale, ce qui est en jeu est autre chose qu'une simple reconnaissance d'un quelconque « droit à ». Le problème n'est d'ailleurs pas le fait en soi de revendiquer, mais les pratiques qui s'agencent à partir et au-delà de la revendication. Ce qui est en jeu, c'est l'exercice d'une puissance de classe et l'élaboration de solidarités offensives concrètes contre les formes du travail salarié ou le travail salarié lui-même. Même le combat pour la réduction de la durée de la journée de travail dépasse la démarche du « droit à » ou du « droit de » : l'aspiration à travailler moins, la mise en cause du surmenage et de l'enchaînement à un temps dicté par les nécessités de la production mettent en jeu autre chose qu'une reconnaissance par un tiers. D'autre part, lorsqu'il s'agit de défendre la réduction du temps passé au travail contre une mesure qui tend à la remettre en cause, ce qui est ressenti comme impossible de ne pas lâcher est moins un droit que des bribes de vie et de temps arrachées à la valorisation capitaliste. L'irruption du droit procède en fait de la formalisation d'un statu quo, c'est-à-dire non pas de la formalisation juridique des termes mêmes de la lutte mais de son issue, de l'issue du rapport de forces. A l'image des grands accords conclus par les courtiers de la force de travail que sont les encadrements syndicaux, le patronat et l'Etat (accords Matignon en 1936, accords de Grenelle en 1968), certains des droits sociaux dont il est question, dont le sacro-saint droit du travail, sont donc conquis non par les luttes mais par leur issue, c'est-à-dire qu'ils expriment les limites de ces mêmes luttes, et leur échec. Au lieu de victoires ouvrières, l'acquisition de droits nouveaux en sanctionne davantage les défaites. Au prix du désarmement de l'offensive, il s'agit pour les ouvriers de gagner, toujours en deçà de ce qui s'est joué dans la lutte, des protections, des avantages circoncits, des aménagements dans leur exploitation, et pour le capital d'éliminer certains de ses archaïsmes pour permettre une reproduction fluidifiée de la main d'œuvre, et en tous cas de toujours préserver les règles du jeu. L'absorption de toutes les mesures que lui impose la lutte ouvrière est l'une des illustrations de la capacité intrinsèque d'autorégulation du capital. Ce que concède le capital à la classe ouvrière s'inscrit dans une démarche de neutralisation, qui cherche à dissocier les revendications politiques finales des revendications économiques, partielles et immédiates. La légalisation des syndicats (en France par exemple par la loi de 1884) est partie prenante de ce processus : elle ouvre la voie à des rapports certes conflictuels mais également contractuels, dont l'institutionnalisation minimise les débordements hors du cadre désormais fixé de la négociation. La consécration de la défaite prolétarienne par le droit trouve un de ses symptôme

dans l'édification de ce qui constitue jusqu'à aujourd'hui la quintessence d'une victoire ouvrière absolue : le droit de grève. Ici, le terme de droit prend tout son sens. Il s'agit en effet moins d'une prérogative unilatérale (j'ai le droit à faire telle chose, point barre) qu'un ensemble de règles qui commandent et ordonnancent une pratique, ici la cessation de travail. Le droit de grève apparaît donc comme une limitation contractuelle et légale de l'action de classe, et pour les syndicats qui s'y plient avec délectation, comme une autolimitation. Avec le préavis de grève, les syndicats s'imposent à eux-mêmes des règles qui, au lieu de surprendre l'ennemi et de saboter ses plans, l'avertissent à l'avance du mouvement de grève - éventuel. Le temps lui est donc laissé pour préparer les moyens de sa défense et de prendre ses dispositions pour assurer le bon fonctionnement de la production (par exemple, des mesures nécessaires pour la gestion des stocks ou pour maintenir un niveau de service suffisant). Dans les conditions limitatives du droit, la grève devient moins une arme de lutte qu'une simple abstention de travailler limitée dans le temps et l'espace, une protestation symbolique, une démonstration pacifiée et ordonnée. Non seulement cela ne la préserve pas de la réaction policière, étant donné que l'Etat tolère ou ne tolère pas une grève pour des raisons strictement juridiques, mais en fonction du rapport de force réel qui s'exerce. Ensuite, reconnaître, respecter le droit de grève et se plier aux règles qu'il impose équivaut à reconnaître une défaite perpétuelle des prolétaires et la subordination codifiée de leur action à l'Etat. Nous laissons donc aux adorateurs du code du travail le choix d'inscrire dans les textes juridiques le droit au refus du travail, à la grève sauvage, à la destruction de machines, au sabotage, à la bastonnade des petits-chefs, à l'incendie des usines et à la défenestration des patrons...
La question qui émerge de la mise en place du CPE et du CNE, et de la lutte qui s'y oppose est donc plus celle des mutations dans la gestion et la reproduction de la main d'œuvre que celle d'un recul intolérable des acquis sociaux, même si ceci se traduit par cela. Plutôt que de pleurer sur le CDI et se lamenter sur des acquis qui de toutes façons n'en sont plus, plutôt que d'entretenir l'illusion d'un endiguement du processus de précarisation par un retour impossible au compromis fordiste, préférons attaquer le salariat et la reproduction de la classe. Pour prendre dans la guerre qui nous est faite une place qui nous ouvre la perspective d'abolir à la fois le capital et le prolétariat.

Brutes ouvrières
Avril 2006

[Version légèrement remaniée, parue dans *CPE : retour sur quelques pratiques et discours qui ont traversé le mouvement*, avril-mai 2006, pp. 2-5]



«Le corps d'Edouard Michelin, 43 ans, a été repêché le 26 mai 2006, flottant au milieu de casiers de pêche à 10 km au nord de l'île de Sein, dans le Finistère. Le PDG du groupe de pneumatiques était sorti en mer vendredi matin pour pêcher le bar de ligne dans le raz de Sein avec le président du comité des pêches d'Audierne»

Un requin s'est noyé...
... il ne fera plus la tournée des bars

Michelin c'est d'abord un esprit. De la participation de Pierre à la Cagoule fasciste en 1935-36 à la fréquentation de l'Opus Dei par François, on a de la continuité dans la famille. Et comme il faut bien vivre aussi, on a bâti sa fortune sur les milliers d'hectares dont on s'est emparé en Indochine pour y planter des hévéas (arbres à caoutchouc). Avant-guerre, ce sont ainsi pas moins de 12 000 travailleurs tonkinois sur 45 000 qui sont morts dans les plantations coloniales de grand-papa entre 1917 et 1944.

Héritier d'une longue tradition mafieuse paternaliste riche en sang et en sueur, Edouard dut rapidemment faire ses preuves. On se souvient de son arrivée fracassante à la tête de l'entreprise en juin 1999, qui avait eu le mérite de remettre les pendules à l'heure : licenciement de 10 % du petit personnel (7500 postes) suivis de 20 % de hausse du bénéfice. Les degôche qui en appelaient à l'intervention de l'Etat, alors que son boulot est précisément d'assurer la pacification sociale au service de l'exploitation, n'en étaient pas revenus.

Avant de se noyer à la fin du mois pour le plus grand bien de tous, il avait affronté une dernière grève contre les cadences infernales dans son usine de Roanne. Les piquets commencent le 4 mai, avant qu'Edouard ne la mette en lock-out le 9. Aidé par les cadres, les huissiers et surtout les gendarmes qui patrouillent en continu, le millionnaire espère ramener à la raison ses gueux qui osent relever la tête. Le blocage du stock de 40 000 pneus pour berlines de luxe continuera jusqu'au 12 mai, avant que chacun ne retourne au chagrin (et Edouard compter ses talbins).

Ce féru de théologie et de chants grégoriens, ne laisse désormais que la prière comme remède à ses inconsolables fidèles, de loin les plus nombreux. Des esclaves résignés pour conserver leur gagne-misère aux confrères qui pensent déjà à se partager le magot, 9000 d'entre eux ont suivi la messe concélébrée par le prêtre Etienne Michelin, son frère, en leur bonne ville de Clermont-Ferrand aux boutiques fermées. 3000 privilégiés en bleu de travail se sont massés dans le stade Marcel-Michelin pour suivre la cérémonie sur écran géant. Il faut dire que Michel Rollier, "cousin issu de cousins germains" d'Edouard et son successeur à la tête de la multinationale, avait eu le cœur de leur octoyer deux heures de permission (non rémunérées, faut pas confondre pneu et neuneu) pour assister à la messe.



Quant à nous, nous tenons chaleureusement à remercier le ligneur-fileyeur "La Liberté" qui l'a envoyé au fond, et qui a cette fois bien mérité son nom. Une ordure a crevé — voilà une pollution maritime qu'on ne regrettera pas.

[Tract trouvé en août à Paris]

Tirer sur une ambulance ?

On se souvient que les libertoïdes de Reflex (groupe parisien du réseau No Pasaran) avaient soutenu l'entreprise négriste de dissociation et de balance après Gênes en 2001, par la publication d'un bouquin de Samizdat dénommé *Multitudes en marche contre l'Empire*. Après leur passage à l'EHESS occupée, ils se sont fendus publiquement d'une "*Réponse à France Inter et M. Pierre-Michel Menger*" [directeur de recherches dans cette école], ayant été cités la veille par ce crétin sur cette antenne comme responsables des quelques "vols et dégradation". Cette fois, leur prose suinte non pas la dissociation formelle mais celle, plus insidueuse, de la démarquation publique, c'est-à-dire adressée au Pouvoir, afin d'isoler une partie de celles et ceux avec qui ils ont pourtant partagé une occupation ouverte. A les lire, comment être *en quelque chose* lié à ces antifascistes responsables qui montrent patte blanche quand on ne le leur demande même pas. Qu'en sera-t-il alors lorsque l'ennemi l'exigera d'eux ?

Extrait (25 mars 2006) :
«Nous ne sommes en rien liés aux vols et aux dégradations commises à l'EHESS. Ces actes peuvent avoir été commis par n'importe qui tant le va-et-vient des ces gens était régulier. Il est trop facile de donner ainsi en pâture à l'opinion publique des noms d'organisations politiques soufflés par une quelconque officine policière. Depuis le début du mouvement étudiant, les médias relayent régulièrement l'idée selon laquelle tous les individus ou organisations radicales sont synonymes de violence, de pillage, permettant ainsi d'occulter le travail et les initiatives de ces même personnes. »

Le mouvement étudiant anti-CPE en région parisienne

Ce texte ne peut parler que du mouvement qui s'est développé à partir des facs parisiennes et qui en a débordé, les auteurs ne peuvent pas pour l'instant analyser ce qui s'est passé tant en banlieue parisienne que dans les autres villes, le mouvement fut pluriel mais ses composantes se sont développées en parallèle, avec des interactions certes mais peu de communication directe. C'est d'ailleurs une des caractéristiques de ce mouvement que de s'être déployé sous des formes différentes suivant les conditions spatiales et les segments d'acteurs en lutte, ceci mériterait une analyse approfondie.. Ce texte est un brouillon, des choses sont répétées, d'autres manquent, des points doivent être approfondis.

La naissance du mouvement

Après une campagne syndicale classique qui peine à mobiliser dans les universités, quelques établissements de province sont en ébullition (Rennes, Toulouse). C'est seulement après les vacances de février que des minorités activistes décident de bloquer les facs sur la région parisienne avant même d'organiser la mobilisation. Les piquets de grève préexistent à la grève elle-même. Lors de ce mouvement, sur la région parisienne, se sont des minorités activistes qui porteront à bout de bras la « grève de facto » (les étudiants ne pouvant plus accéder aux cours) et jamais les AG ne regrouperont plus de 5% des usagers de l'université, ce qui est certes une force mais néanmoins qui n'est pas un raz de marée et pas exactement un « mouvement de masse ». Le schéma est plus ou moins le suivant : sur une fac de 30 à 40 000 usagers on trouve de 200 à 300 « activistes » qui font vivre la lutte, de 1 500 à 2 000 étudiants qui participent aux AG et aux manifestations.

Les minorités activistes :

Un mélange hétérogène d'une moitié de militants syndicalistes ou politiques de gauche et d'extrême gauche et d'une autre moitié d'électrons libres. Tous ont peu d'expérience (à part celle des ex-lycéens ayant participé activement au mouvement de l'année précédente), et la grande majorité d'entre eux tiennent à sauvegarder « l'unité du mouvement ».

Les participants aux AG :

La présence relativement massive aux AG (relativement au faible nombre de ceux qui tiennent les piquets de blocages et participent aux actions) s'accompagne d'une attitude de participation minimale, d'une présence à la limite de la passivité, une sorte de consumérisme de la lutte. On arrive à l'AG, on vote la reconduction de la grève et on rentre chez soi (si tant est que les votes sont repoussés à la fin des AG pour ne pas voir les amphis se vider dès le vote accompli). La minorité agissante, bien que sur des positions toujours plus radicales (solidarité avec les émeutiers de novembre et les sans-papiers, critique de la LEC dans son ensemble, volonté d'extension aux salariés) a besoin du soutien (même s'il n'est que passif) de la masse des étudiants pour ne pas rester seule face à la répression tant de l'administration que de l'Etat. Tout au long du mouvement, on sera en présence de deux « sujets » dépendants l'un de l'autre mais qui ne seront jamais sur la même longueur d'onde : les éléments actifs dont le discours se « radicalise » et la masse des étudiants qui se prononce clairement contre le CPE (et seulement contre le CPE) mais « délègue » la lutte aux premiers. D'un côté une forte minorité fortement investie dont le discours anticapitaliste s'affirme toujours plus et qui pratique un activisme volontariste, de l'autre une masse numériquement croissante de « l'opinion publique » seulement prête (et encore pas trop) à affirmer une position en défilant dans la rue et éventuellement en votant des motions lors des AG. Les syndicalistes de la gauche plurielle –Unef et Confédération étudiante (CE)– constituent d'ailleurs les représentants naturels de cette masse. Les militants gauchistes (un pied dans l'un, un pied dans l'autre) forment le pont entre ces deux composantes qui autrement s'ignoreraient.

Au départ cette alliance s'avère payante, les minorités activistes ont besoin du nombre et de la légitimité que cela leur confère et le mouvement d'opinion juge relativement efficace le bordel que mettent les « radicaux » (y compris les syndicalistes gauche plurielle). C'est ce besoin de complémentarité, la nécessité de l'unité entre des forces antagonistes, qui explique la forme ultra bureaucratico-démocratique que prendra la lutte dans les universités : pour la première fois dans l'histoire des luttes étudiantes, les assemblés de grévistes sont remplacées par des assemblées générales auxquelles sont conviés l'ensemble des étudiants (grévistes et non-grévistes, pro ou anti CPE). C'est cette sorte de parlement de l'université qui se prononcera sur la reconduction de la grève et des blocages mais aussi sur les modalités de la lutte. Les 200 actifs sont réellement et formellement mandatés et délégués par les 1 500 présents/passifs à l'AG pour mener la lutte en leur nom. La « grève par procuration » qui pointe son nez depuis 10 ans a finalement trouvé sa forme, la chose est entérinée et elle s'organise en tant que telle.

Deux mouvements pour le prix d'un

D'un côté il y a ceux qui veulent utiliser la couverture du « plus large mouvement d'opinion possible » (ce qui lui permet de ne pas se faire laminer par la répression et rend possible le blocage des facs) pour mener une critique du système capitaliste ; de l'autre il y a cet ectoplasme (présent partout, ne se matérialisant nulle part) qui estime, par expérience, que seules des actions spectaculaires-médiatiques sont capables de le faire perdurer même en tant que simple mouvement d'opinion. D'ailleurs la masse des étudiants ne désire pas autre chose que de faire pression sur le gouvernement pour ne le faire céder que sur cette attaque précise contre la valeur des diplômes. Les syndicats Unef et CE, en tant que représentants de cet ectoplasme n'ont aucune raison de s'inquiéter du fait que sur le terrain (dans les actions comme dans les « résolutions » proclamées) le fossé se creuse toujours davantage entre activistes néo-syndicaux et la « base » amorphe du mouvement (et donc eux-mêmes). Dans le monde de la représentation politico-médiatique ils tiennent toujours les rênes et les agitations des « radicaux » constituent avant tout pour eux une arme pour maintenir la pression. Les quelques milliers de personnes qui tiennent les piquets de blocage, organisent et participent activement aux actions n'ont jamais constitué un danger puisque maintenus dans le carcan démocratique des AG sans lequel ils seraient isolés, ils s'autorégulent eux-mêmes malgrés la teneur de leurs rodomontades. Pour ne pas se retrouver isolés face à la répression (de l'administration comme des flics et de la justice) ils s'autocondamnent à une semi-impuissance. Face à une situation où, les syndicats ayant abandonné le terrain, une palette de choix était possible, de fait ils furent peu nombreux ceux qui osèrent bousculer les limites mises en place auparavant. Les propositions de s'emparer des bâtiments universitaires pour en faire « autre chose », les actions de blocage du trafic des marchandises (et parmi celles-ci, la principale, la marchandise force de travail), les manifs sauvages dans les quartiers populaires, les descentes dans les lieux de travail... furent en fait peu nombreuses et à la limite du symbolique sur Paris. Néanmoins elles ont eu le mérite d'exister et ont été porteuses d'une vraie dynamique



[Mur de l'EHESS occupée à Paris, en mars 2006]

durant un moment. Portées par une minorité au sein de la minorité et peu compatibles avec le fonctionnement des AG souveraines pratiquant le centralisme démocratique elles n'ont pas provoqué l'ébullition, très vite sur Paris il y eut surtout des initiatives fortement centralisées et planifiées en interfac (l'action obligatoire du mardi et du jeudi). Parmi les activistes estudiantins, de plus en plus se sentent coincés dans un carcan autolimitatif et partent s'organiser ailleurs, certains se voient en groupes de potes, d'autres rejoignent l'EHESS, d'autre changent de fac ou errent de manifs en actions.

L'organisation bureaucratico-démocratique

Pour les quelques milliers (peut être 10 000 sur toute la France, en tout cas jamais plus de 3 000 sur la région parisienne) d'étudiants actifs dans la lutte, la nécessité de s'appuyer sur une forte légitimité se pose dès le départ. Dans la première phase du mouvement (son extension quantitative à l'intérieur de l'université) les deux tendances dans les A.G sont, d'une part le camps « responsable » c'est à dire les syndicalistes (gauche et extrême gauche confondues) et les néo-syndicalistes (les non-syndiqués responsables et réalistes) et de l'autre les agitateurs plus emballés par la possibilité de bordel qui s'offre que par la perspective d'un large mouvement de masse, la première tendance étant largement majoritaire. L'ultra démocratisme est érigé en principe intangible, il s'accompagne d'un bureaucratisme paralysant toute possibilité d'agitation pour les franges radicales. C'est une force d'inertie colossale voulue par l'immense majorité, aucun conflit (et donc débat réel) ne peut s'y développer (on s'affronte physiquement à sept heure du matin sur les piquets de blocage entre bloqueurs et anti-grévistes et l'après-midi on polémique entre gentlemen en AG ; on dénonce et insulte l'Unef et on partage civilement la tribune avec elle), les radicaux ou même les syndicats de droite y ont toute liberté de parole, de toute façon le consensus et l'unitarisme se chargeront de niveler le discours sur le plus petit dénominateur commun. Cette attitude qui permettra la paralysie des universités (avec des piquets ne dépassant que rarement 200 personnes sur des facs de 30 à 40 000, les anti-bloqueurs actifs n'étant que très légèrement inférieurs en nombre) et donc la possibilité même de l'existence du mouvement, deviendra rapidement un obstacle à l'organisation nécessaire à une réelle dynamique (condition également nécessaire à la vie d'un mouvement de lutte) qui signifie extension vers l'extérieur et approfondissement des raisons de la révolte.

L'auto-organisation des étudiants en tant qu'étudiants n'est qu'un corporatisme qui paralyse le mouvement La composante étudiante de la fraction active du mouvement, si elle a multiplié les appels à l'extension du mouvement vers « les salariés », « les chômeurs » ou « les sans-papiers », a tenu dans la réalité à conserver ses formes d'organisation sur son « lieu de travail » et ainsi, en fait de salariés, elle n'a pu se lier qu'avec le personnel enseignant et non-enseignant des universités. Pour les autres (chômeurs, précaires ou sans-papiers) un délégué de temps en temps à la tribune pour affirmer les « passerelles » virtuellement possibles entre des luttes qui ne feront que se côtoyer épisodiquement, et après une belle salve d'applaudissements chacun retourne à son ghetto.

Le double discours lié à la double nature du mouvement (volonté de dépassement ET volonté de préserver l'unité) enferre la minorité active dans une contradiction, d'une part la nécessité de s'organiser sur SA fac en tant que ce qu'on est dans et pour le capital (étudiant, employé ou prof) pour garantir la possibilité et la pérennités des AG (cette forme permettant d'utiliser les locaux, de sortir de l'atomisation et de fonder une identité collective) ; d'autre part la nécessité tout aussi impérieuse de ne pas se cantonner au simple retrait du CPE et d'étendre la lutte à d'autres secteurs, ce qui impliquerait d'ouvrir les assemblées pour en faire des pôles de convergence et surtout de ne plus se considérer en tant qu'étudiants. Dans les universités les plus combatives (qui correspondent aux filières offrant le moins de débouchés) l'immense majorité des usagers sont salariés, souvent à temps partiel, beaucoup viennent de la banlieue, certains sont sans-papiers… et tous ne s'expriment pourtant qu'en tant qu'étudiant. Si, individuellement, beaucoup des acteurs actifs portent des critiques qui sortent du cadre étudiant, la position collective exprimée nivelle cela au plus petit dénominateur commun. Concrètement cela signifie que les facs « occupées » et « bloquées » le sont avec accord de l'administration, d'ailleurs ce n'est qu'une partie des locaux qui est concédée pour l' « occupation » et selon des modalités et des horaires négociés consensuellement avec elle (les amphis ne sont pas pris mais quelques uns sont accordés par le président, les piquets sont tenus sous le contrôle des vigiles qui en règlent les modalités, les grévistes s'emploient à ce que soit respecté le règlement intérieur - interdiction de fumer, de graffiter et de cracher par terre, respect des horaires et même contrôle des cartes d'étudiant pour accéder à certains couloirs), les AG se déroulent parfois sous la surveillance de vigiles ou du président lui-même, voire même sous le regard de caméras de sécurité. Enfin on ne va pas rentrer dans tous les détails, le fait est que le blocage ne se fait jamais contre la direction de la fac mais est toujours considéré comme une décision démocratique prise par l'AG représentative des étudiants à laquelle l'administration serait censée être obligé de se plier. Et réciproquement, les modalités de la lutte doivent se plier au déroulement normal de l'université, en respecter les locaux, les horaires, la hiérarchie… les usagers de l'université (grévistes et non-grévistes, étudiants et profs, personnel et direction administrative) occupent démocratiquement leurs facs. C'est bien le fait de s'organiser en tant qu'étudiant, en produisant une identité commune fictive et en reproduisant la séparation d'avec « les autres » (les « faux manifestants » ?), qui cimente un corporatisme qui pose qu'une fraction des exploités –un segment de la classe– aurait des intérêts propres à défendre (pourquoi devrions-nous subir le CPE, nous qui avons des diplômes ?). Dans l'oscillation toujours présente dans la frange active du mouvement, entre le discours d'identification à l'ensemble des exploités (le CPE est une mesure entrant dans le cadre d'une précarisation généralisée) et l'organisation sur la base restreinte de la défense d'une condition d'étudiant (devant tout de même offrir quelques garanties supplémentaires par rapport au prolo lambda), c'est toujours le second terme qui l'emporte. C'est ce qui fait que les jeunes banlieusards ne peuvent être considérés que comme extérieur au mouvement (au mieux on proposera que le mouvement « tisse des liens » avec eux, ne les traite pas totalement en ennemis). Quand les syndicats, les médias et les partis politiques emploieront les vocables d' « éléments extérieurs », de « faux manifestants » ou de « faux lycéens » pour désigner ceux qui, bien que participant à la lutte, ne voulaient ou ne pouvaient pas se couler dans le moule unitaire (unis autour de la figure de l'étudiant responsable), il faut bien constater que, si cette novlangue n'a pas été particulièrement reproduite dans les AG, elle n'a guère choqué et qu'en tout cas aucune voix ne s'est élevée pour s'y opposer. À l'inverse, dans cette lutte qui, de façon schizoïde, dit se battre aussi contre la précarité généralisée, la présence des futurs patrons et cadres supérieurs –représentés par les AG des grandes écoles– n'a posé aucun problème.

Par contre l'ultradémocratisme bureaucratique empêchera toute liaison avec les lycéens de banlieue qui mènent au même moment et à quelques stations de RER de distance une lutte extrêmement massive (plusieurs dizaines de milliers hyperactifs) et dynamique. Ils développeront leurs modes d'organisation et leurs actions de manière complètement parallèle. Les banlieues parisiennes vivent au rythme local des manifs sauvages, caillassages, affrontements avec la police, actions offensives et blocages des voies de circulation sans que les étudiants parisiens n'en soient aucunement informés. Quand des lycées se trouvent dans l'abord immédiat d'une fac, des actions coordonnées sont organisées conjointement, c'est à dire qu'il y a alliance entre les deux entités (lycéens et étudiants) qui restent distinctes, mais jamais fusion. Les quelques tentatives d'AG communes (Nanterre et Tolbiac) furent un véritable bordel. Les lycéens étant évidement incapables de se couler dans le moule lénifiant et ultra-policé du mode d'organisation étudiant, il y fut mis un terme immédiatement.

Ce que n'a pas produit la dynamique du mouvement

Le démocratisme est la cause de l'autolimitation du mouvement, elle en est aussi la conséquence. Nous sommes face à un cercle vicieux où l'impossibilité tant de concevoir la lutte comme la construction d'un réel rapport de force que de percevoir la dynamique de lutte comme radicalisation des conflits est produite par le consensus ambiant autant qu'elle le reproduit. Le démocratisme empêche de créer les bases matérielles d'une réelle dynamique de lutte, et l'absence de ces bases matérielles interdit de se passer du consensus démocratique. C'est bien l'absence de conflits ou même de débats entre les deux tendances internes au mouvement (affrontement de classe ou aménagement des intérêts catégoriels) qui permet d'empêcher tout dépassement. Les deux tendances se côtoient dans chaque instance et moment du mouvement, elles continuent à traverser chaque individu parti prenante, sans qu'aucune maturation ne se produise. Les syndicats ne s'y tromperont pas, ils se garderont bien de dénoncer le gauchisme et l'extrémisme de la coordination nationale. La force d'inertie de la masse étudiante, le fonctionnement extrêmement lourd des débats et l'isolement catégoriel posé en principe se révélant des moyens d'autolimitation bien plus puissants que les vieilles méthodes de magouilles politiques, les syndicats étudiants peuvent abandonner les AG aux « radicaux » en se réservant la représentation médiatique, les négociations avec le gouvernement et la diffusion capillaire du discours limité au refus du CPE. Le conflit est également éludé au sein des université entre étudiants et administration. Il est surprenant de constater qu'après deux mois d' « occupation » les « occupants » ne se sont rien approprié des locaux, le matériel reste géré par la direction qui, selon son bon vouloir, le concède aux grévistes. Rien n'est remis en cause du fonctionnement de l'institution universitaire et personne ne se permettrait de hausser la voix devant un vigile. Il faut avoir vu comment les « activistes » estudiantins s'adressent aux membres de la direction d'une université –en baissant les yeux et le ton de la voix– pour comprendre ce que signifie pour eux une occupation. Les AG se radicalisent en vase clos : produisant une compilation de revendications dans le vent, les AG et la Coordination nationale ne s'adressent qu'à ses composants par des vœux pieux. Au bout de deux mois et demi de lutte, les discours et actions des minorités actives ont influencé une bonne part des étudiants présents aux assemblées, mais faute de se traduire par un changement de pratique au quotidien (dans les occupations, dans les formes d'actions comme dans les AG) cela n'entraînera aucune dynamique. Même après la quasi éviction de l'Unef-majo et de la CE tant des AG les plus combatives que de la coord, on laissera gentiment le monopole du planning des échéances nationales et régionales au cartel des 12 syndicats cooptés par le gouvernement pour mener les négociations. La volonté d'élargissement se traduit (du début à la fin) par un appel à ce que les grands syndicats représentatifs lancent un appel à la grève générale. Le problème est que les acteurs de terrain n'ont guère le choix s'ils ne veulent pas se retrouver complètement isolés… mais en ne sortant pas de ce cercle vicieux (crainte de l'isolement/dépendance envers la gauche institutionnelle/dépossession des leviers de mobilisation/encore plus d'isolement/dépendance toujours accrue) la coord se condamne à produire des déclarations toujours plus déconnectées des pratiques réelles dans les facs (où même l'UNI participe aux AG, où les « occupations » sont concédées par l'administration, où les piquets sont parfois tenus avec les vigiles, etc.), à voter des modalités d'intervention sans rapport avec les forces réellement impliquées. Jamais les AG parisiennes (sauf celle de la Sorbonne en exil) ne se poseront la question de ce qu'elles peuvent faire à partir de leurs propres forces, jamais elles ne se demanderont comment développer un réel rapport de force. On peut dire la même chose de la Coordination nationale.



Un facteur de l'enlisement (et de la disparition soudaine) du mouvement, a été l'hégémonie de la composante étudiante sur celui-ci, et notamment sur la composante lycéenne, beaucoup plus nombreuse et active. Si le processus qui a permis cet état de fait est facile à cerner (les étudiants sont mieux structurés et dans des établissements plus centralisés, ils sont rentrés les premiers dans la lutte) en revanche, on peut s'interroger sur ce qui a empêché qu'il soit remis en cause. Pour comprendre il faudrait se pencher sur les pratiques et les modes d'organisation des lycéens, sur les coordinations départementales ou de secteur qu'ils ont mises en place… nous n'en avons qu'une faible idée à travers la lecture des journaux locaux qui rapportent des centaines d'actions, d'affrontements et manifestations, parfois de milliers de personnes…

À l'apogée du mouvement (lorsque paradoxalement la situation devient tellement contradictoire qu'elle signifie une paralysie/agonie du mouvement) on assiste à l'alliance de toutes les composantes gauchistes, néo-syndicales et agitationnistes contre les gros syndicats. Cela s'accompagne d'une certaine radicalisation du discours et des formes d'actions, d'un abandon relatif de l'unitarisme systématique et d'une critique du fonctionnement ultra-démocratique. Mais cela n'ira jamais jusqu'à la remise en cause explicite du centralisme démocratique induit par les seules instances existantes de débats, d'organisation et de décision que constituent les AG de TOUS les étudiants (et d'eux seuls), en fait ce fonctionnement a été tellement idéologisé qu'il est devenu la « marque de fabrique » de la minorité activiste qui voit dans cette pseudo horizontalité un gage de radicalité. Ce sont toujours des étudiants mobilisés en tant qu'étudiants, sur leur « lieu de travail » et tenant à préserver « leurs » locaux et « leur » auto-organisation qui tentent désespérément de dépasser une situation dans laquelle ils se sont eux-mêmes enfermés.

[Texte paru le 7 juin 2006 sur le site de la revue Meeting]

Limites du mouvementisme : les assemblées dans le bordel anti-CPE à Paris

On entend parfois les vieux militants conter nostalgiques la gloire des «mouvements» passés. Sans remonter plus loin, il y a eu des époques fastes comme la fin des années 90 (CIP en 1994, grèves de décembre 1995, mouvement des sans-papiers de 1996-97, mouvement des chômeurs fin 1997-début 1998) puis le creux pratiquement jusqu'à la mobilisation lycéenne de 2005, suivie des émeutes de novembre et du mouvement anti-CPE cette année (passons sur les journées syndicales contre la réforme des retraites de 2003). Entre temps, des modes permettent de continuer à s'agiter : expulsions, squats, prisons, nouvelles technologies (OGM, biométrie, à présent les nanos) sont par exemple les sujets de contestation, dans l'ordre ou le désordre, mêlés ou pas. De «mouvement» en «mouvement», de lutte thématique souvent chargée de racket émotionnel (urgence, rapports personnels, impuissance face au monstre) en lutte-parcellaire-faute-de-mieux, le militant pourrait ainsi presque aller jusqu'à la retraite, satisfait du devoir accompli.

Et pourtant, quelque chose ne tourne pas rond ces derniers temps sur la planète mouvementiste : beaucoup ont suivi les feux de la révolte de novembre en spectateurs, avant de constater qu'ils étaient bien démunis quant à leur contribution possible. Puis, lorsque le mouvement anti-CPE a impliqué bien plus que les étudiants, avec l'entrée en scène des lycéens et d'une frange plus ou moins nombreuse et organisée (selon les villes) d'individus énervés venus simplement en découdre ou foutre la zone, nombre de militants ont tenté d'appliquer leurs recettes traditionnelles (assemblée, tracts, occupation, cortège, appels) [1], mais avec bien peu de succès.

Ce qui leur donnait habituellement une raison d'agir, radicaliser le mouvement, mettre à l'épreuve leurs modes d'organisation et leurs mots d'ordre, se divertir certainement, engranger des forces pour la suite aussi, a semblé souvent dépassé par le mouvement réel.
Et pourtant, à l'heure où les feux de novembre se diffusaient des périphéries de Paris aux centres urbains de Lille ou Toulouse, des métropoles aux petites villes, des voitures aux commissariats, transports en commun, écoles, postes et entrepôts, les idées d'intervention près de chez soi pour participer à la fête en cours ne devaient pas manquer. Mais encore faudrait-il ne pas réserver le monopole de ces révoltes à une catégorie sociale fantasmée, forcément extérieure à soi, ni à un seul mode d'action, forcément de masse ou de communauté de non-vie. Les petits groupes mobiles ne sont inaccessibles qu'à la personne atomisée, pas à l'individu et ses compagnons. Le feu et ses cibles ne sont pas encore brevetés, ni exclusifs des autres armes classiques de la subversion (du sabotage à l'affiche, du détournement à l'agitation sur la voie publique). De même, à l'heure où le rapport de force contre le CPE se jouait *essentiellement* dans la rue, où la spontanéité présidait les manifs sauvages, où les différents blocages de l'économie n'étaient pas uniquement conditionnés par le nombre, où la prise de la rue offrait souvent des possibilités inédites, mettre l'accent sur des assemblées/occupations (assemblées étudiantes puis EHESS et suivants) a caricaturalement montré les limites des formes d'auto-organisation classiques de la frange «mouvementiste».

L'assemblée (souvent couplée à une occupation) peut en effet être aussi bien un outil supplémentaire que se donnent des individus qui s'associent dans la lutte en vue d'une pratique commune ou coordonnée, voire pour se rencontrer avant de continuer à s'éprouver dans l'action, ou à l'inverse n'être qu'une forme passe-partout de laquelle devraient surgir miraculeusement tout à la fois les affinités à partir de la simple accumulation d'individus, l'organisation des tâches à accomplir dans le mouvement (en plus du temps et de l'énergie investis dans l'occupation elle-même), voire même un discours commun, souvent a minima puisque produit par consensus.
On a ainsi pu assister parfois à ce renversement qui a fait d'une assemblée non plus un moment de confrontation/coordination de praxis, mais un organisme décisionnel : si une minorité décidée avait pu seule bloquer une université, c'est pourtant l'assemblée qui par la suite décidait au nom d'une quelconque souveraineté de laisser travailler l'administration ou de débloquer les lieux (temporairement ou définitivement), décision qu'on ne pouvait *légitimement* bafouer sous peine de fascisme aggravé. On a aussi pu assister à d'autres assemblées, dont l'unique objectif semblait être leur propre existence et leur répétition sans fin, dès lors qu'elles étaient réduites de fait à de simples échanges de points de vue déconnectés de toute volonté de pratiques.

La caricature parisienne de la forme «assemblée» a surtout été ces assemblées étudiantes ouvertes à tous... les étudiants non-bloqueurs, bureaucrates ou désireux de continuer leur train train, en présence des vigiles ou tolérées là où la présidence le voulait et à ses conditions (horaires, choix des salles/amphis pour des «questions de sécurité», non-fumeurs,...). L'assemblée y a jusqu'au bout été une fin en soi, une auto-mise en scène blasée de la légitimité, de la respectabilité citoyenne (votes, tours de parole, ordres du jour, comptes-rendus, bureau) qui occupait l'essentiel de son temps, déléguant à d'obscures commissions enjeux des luttes de pouvoir l'organisation des fameuses «actions» (les blocages ou prises de rue sauvages et statiques) auxquelles tout bon étudiant anti-CPE se devait de participer en en sachant bien peu.
C'étaient incarnées et exprimées là toute la pratique démocrate de la soumission à la dictature du nombre, du respect et de la fausse égalité des deux côtés de la barricade (bloqueurs et anti-bloqueurs, casseurs potentiels et services d'ordre syndicaux), et toute la mise en application du dispositif citoyen d'une société civile *forcément* imaginaire (sans classes, sans désirs négatifs de destruction et d'utopies révolutionnaires) qui tirerait d'une légitimité en construction —donc fragile, à préserver et élargir— son droit à exiger d'un gouvernement moins légitime le retrait du CPE. Il n'est dès lors pas surprenant que les militants des différentes chapelles du gauchisme et du syndicalisme, même rouge et noir, n'aient pu y tenter que d'étendre généralement en vain la liste des revendications, ou de se créer une base par un activisme démonstratif, rejouant aux ingénus le coup de l'opposition entre «démocratie directe» et «fausse démocratie» : derrière ce mauvais jeu de mot se cache en effet toute leur ambiguïté de bureaucrates, aspirants gestionnaires de quelque chose, du moment que ça vient de la masse, d'en bas plus ou moins à gauche.

Les brèves assemblées de l'EHESS occupée (du 20 au 24 mars) ont représenté l'autre caricature de cette forme «assemblée» comme fin en soi, cette fois non plus comme mini-parlement singeant celui de la domination, mais comme instrument creux et fétichisé, volonté d'auto-organiser ex-nihilo ce qui ne pouvait (et ne voulait ?) l'être.
L'assemblée comme outil de la lutte de classe prenait généralement corps et intérêt lorsque des individus auto-organisés en ressentaient la nécessité, en vue de se coordonner, d'échanger leurs expériences concrètes, de confronter leur praxis. C'était dans ce cas un outil qui se rajoutait aux autres, et notamment à tout le jeu des rapports informels tissés avant puis autour de l'assemblée. Cette force supplémentaire, dans une perspective anti-autoritaire, ne constituait de plus pas un agrégat supérieur aux groupes affinitaires, en ne s'exprimant pas en son nom, en n'ayant aucune possibilité de décision et en n'ayant pas pour objectif le nombre.

Il aurait pu en être ainsi de l'assemblée de l'EHESS, si des contenus s'étaient auparavant dégagés dans ce mouvement, permettant de se confronter sur des pratiques déjà existantes (ou des volontés de) et sur des bases théoriques communes au sein de la partie non-étudiante du mouvement. Mais ce n'était pas le cas, et cette assemblée/occupation n'a plus eu qu'à devenir une vaste foire où chacun venait vendre sa soupe. Esquisse de quelques possibles non advenus :



Plutôt que de radicaliser d'abord le *«CPE non, on veut un vrai CDI »* en *«ni CPE, ni CDI»*, ces bases communes auraient pu ainsi être de développer une critique frontale du travail (du type *«on veut pas bosser du tout»*), couplée à d'autres modes de réappropriation que la dépouille. La dernière assemblée de l'EHESS s'est par exemple déroulée au soir des affrontements d'Invalides, justement parsemés de quelques dépouilles parfois sauvages. Or il y a plus été question de stigmatiser ces formes assez grégaires et dérisoires, en créant un espèce de sujet collectif négatif qui en serait l'auteur, que d'y opposer des réappropriations qui seraient «nôtres», conservant la bonne idée de profiter de ces moments de rupture de la normalité pour développer d'autres perspectives. Pour mémoire, il y avait par exemple eu plusieurs autoréductions de supermarchés pendant le mouvement des chômeurs, et même un essai de pillage en règle d'un *Cash Converters* à Bastille. Ce fut aussi le cas cette fois-ci à Toulouse par exemple.
De même, plutôt que d'avaliser le *«bloquons l'économie»* avec son corps nu lorsqu'il était déjà dans l'air et que nous y participions (occupation des gares par exemple), un contenu commun aurait pu être de développer une critique du capitalisme et d'un de ses points faibles qui est la circulation des marchandises, en la couplant à d'autres formes d'attaques (comme le sabotage ou la destruction, et visant plus large que la seule circulation routière/ferroviaire).
Enfin, si différents groupes affinitaires et informels avaient ressenti le besoin de se coordonner afin de dépasser des limites vécues les jours précédents, c'est un tout autre projet de faire émerger un *moment* organisationnel à partir de ce besoin commun, que de créer une assemblée ouverte aux vagues «gens en lutte» nommés *«hétérogénéité»* en vue de *«s'agencer et s'organiser»*. On peut citer de mémoire quelques questions qui revenaient alors au cours de discussions informelles, et auraient pu constituer un autre point de départ : comment sortir du spectacle rituel des frites type Sorbonne au profit par exemple de balades sauvages ravageuses au cours ou à la fin de manif (comme à Nation le 18 mars), quelles initiatives développer pour ne pas attendre les manifs des mardis et jeudis, comment développer une mobilité géographique qui dépasse le cadre étroit de Paris et s'y mêler à un antagoniste plus ouvert (d'autant que certains compagnons vivent en périphérie).

Ces quelques points ne sont pas posés là pour refaire l'histoire. Si ces tendances et possibles esquissés n'ont pu se dégager comme bases d'une assemblée, c'est pour souligner que les limites de l'assemblée d'occupation de l'EHESS ont finalement été celles de ses initiateurs à la perspective mouvementiste, qui y entérinaient logiquement les limites du mouvement lui-même. Car à défaut de contenu autonome au sein de ce dernier (voire en dehors : n'étant pas étudiants pour la plupart, et se foutant du CPE comme beaucoup) et de désirs d'expériences nouvelles à partager dans l'espace public, l'assemblée de l'EHESS ne pouvait qu'être cette coquille vide où des individus cohabitent sans n'avoir rien d'autre à faire ensemble qu'à mimer un semblant de radicalisme verbal collectif ou à se juxtaposer dans un grand squat. A l'heure où se dégageaient des ruptures de la normalité toujours plus prometteuses, mais où la seule communauté de lutte de la partie non-étudiante ne se trouvait que dans les affrontements et les blocages de rue, une assemblée se donnant pour objectifs *«d'inventer des formes de luttes adaptées à la situation»* en s'adressant justement à l'hétérogénéité ne pouvait que se heurter à ses propres limites : l'absence de perspectives et les moyens de les mettre en œuvre.

S'il est une force de l'individu, au sein de cette société qui présente la double caractéristique d'atomiser et de massifier à la fois (les personnes sont toujours plus séparées les unes des autres et vivent en même temps toujours plus des vies identiquement normalisées), c'est sa capacité à développer une autonomie basée sur ses propres désirs et affinités. La capacité à partager ces désirs avec d'autres individus, liée à une connaissance et une confiance réciproques, peut, avec un minimum de volonté partagée, créer et mettre en œuvre des projets offensifs. Et lorsqu'un mécontentement gronde, qu'un mouvement social éclate, ces groupes affinitaires peuvent décider d'y participer, sur leurs propres bases et objectifs.
Les affrontements liés à la foule, au sentiment collectif éphémère de puissance, notamment au début devant la Sorbonne et aux alentours ou plus tard lors de la balade de Bastille à Montmartre, nous ont enthousiasmés et lancés dans la bataille, pour ceux qui étaient encore réticents à ce mouvement longtemps spécifiquement étudiant. La répétition de ces affrontements, toujours plus spectaculaires et verrouillés, plaidait cependant selon nous assez rapidement pour non seulement multiplier les possibilités de mener avec plus d'agilité nos activités antagoniques existantes avant le mouvement, mais aussi pour amplifier autrement la rupture de la normalité, indispensable base pour apprendre de nouvelles manières d'être ensemble et de lutter, d'entrevoir un monde totalement différent et de construire les bases des révoltes futures.
Or ce double mouvement —augmenter nos possibilités habituelles, perturber aussi autrement la normalité— n'est justement effectif qu'en conservant notre autonomie au sein du mouvement, s'en s'y diluer. Le problème posé par le mouvementisme, par ceux qui veulent radicaliser le mouvement en s'y organisant ou simplement être là où ça speede *le plus*, est que notre rapport n'est plus dialectique, fonction de notre analyse de ce qui se passe et de nos perspectives, mais que nous nous lions à la masse, avec ses forces (comme certains affrontements ouverts ou balades de plusieurs heures) et ses faiblesses (comme sa capacité à être menée dans des pièges à flics ou à se retourner contre nos pratiques).
Un tract distribué lors de la reprise à Jussieu rappelait ingénument que cette fac de sciences est comme les autres blindée de labos de recherche, tandis que d'autres nous ont fait remarquer que le toit de l'EHESS abrite une gigantesque antenne de téléphonie mobile qui a fait l'objet d'une tentative de sabotage, ou que des profs de cette école pleuraient sur les recherches perdues avec leurs disques durs. Ces simples cas de nuisances auxquelles la main avait plus aisément accès au cours de ce mouvement offrent un banal exemple de comment une perspective révolutionnaire peut développer à la fois son autonomie dans un mouvement, et tenter de dépasser ses limites (le énième contrat précaire, le rituel d'affrontements toujours mieux gérés par la police) en reliant ce qui est généralement séparé, ici une critique pratique de la techno-science par le sabotage ou le vol, à l'intérieur d'un mouvement concentré sur la précarité et pratiquant surtout des occupations de l'espace urbain.

Ce qui fut généralement intéressant dans les mouvements sociaux de ces dernières décennies a rarement été leurs intentions (défensives), mais bien plutôt la perturbation de la normalité du quotidien qu'ils ont engendrée. Nous pouvons alors choisir de répéter à l'infini des pratiques qui s'insèrent dans leurs limites initiales, en essayant de les radicaliser et en se contentant de suivre l'odeur des gaz lacrymogènes portés par d'autres, ou bien au contraire sortir enfin de cette logique pour affirmer notre propre praxis en dialectique avec ces mouvements, ce qui signifie d'un côté élargir et intensifier collectivement cette perturbation sur nos bases, et d'un autre affirmer individuellement nos désirs, rages et attaques en profitant de son existence.

un Gérard

1. Nous parlons ici à partir de l'expérience parisienne, certes un peu particulière par le nombre d'agités et la diversité des possibilités.